



JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 88.
N° 22.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO ATOPA 1939.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1939 18 mars	Loi ayant pour objet de proroger à nouveau les effets de la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	431
11 mai	Décret relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (papiers peints) (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	431
11 mai	Décret relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et tous autres métaux communs, purs ou alliés). (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	431
27 juin	Loi ayant pour objet de proroger à nouveau les effets de la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	432
3 juillet	Arrêté interministériel fixant les attributions respectives des départements de l'air et des colonies en matière de protection radioélectrique de la navigation aérienne (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	433
22 juillet	Décret portant modification du décret du 7 mai 1936 portant organisation du personnel du service météorologique des colonies (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	433
23 juillet	Décret modifiant le statut du personnel des douanes coloniales (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	434
29 juillet	Décret modifiant et complétant la loi du 9 mars 1923 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	435
2 août	Décret portant ouverture de crédits supplémentaires pour les Etablissements français de l'Océanie (Arrêté de promulgation n° 968 c., du 7 octobre 1939)	440

Tableau des contributions patronales et cotisations des marins aux caisses d'assurance de l'Etablissement national des Invalides, perçues dans les Etablissements français de l'Océanie.....

441

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

1939 6 mai	Décret relatif au contrôle de la presse étrangère.....	442
20 juillet	Extrait de la liste d'aptitude à l'emploi de fondé de pouvoirs de trésoreries coloniales (année 1939, Etablissements français de l'Océanie)	443

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1939 28 sept.	Décision n° 936 a.g.f., annulant un ordre de recette	443
28 sept.	Décision n° 939 a.g.f., allouant une indemnité forfaitaire de déplacement	443
28 sept.	Arrêté n° 942 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à M. Chevrier (Georges, Alfred)	443
28 sept.	Arrêté n° 943 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à M ^{me} Gérard (Raymonde)	444
28 sept.	Arrêté n° 944 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à M ^{me} Vahinearo a Puni	444
28 sept.	Arrêté n° 945 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à M. Hinaraï a Taia	444
28 sept.	Arrêté n° 946 j., accordant dispenses d'âges aux fins de mariages, à M. Paul Tauaea a Moe et à la Demoiselle Tevahinearaitua a Maiti	444
28 sept.	Arrêté n° 947 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à M. Lighthart Nicolaus	444
28 sept.	Arrêté n° 948 a.g.f., relatif aux titres des fonctionnaires et agents d'autorité	444
28 sept.	Arrêté n° 950 a.p.e., interdisant au sieur Aiti a Manutahi, sujet des Iles Sous-le-Vent les séjours des Iles relevant de la Circonscription administrative de Tahiti et Dépendances	444
28 sept.	Arrêté n° 951 a.p.e., déterminant le taux de l'intérêt des prêts à court terme, des prêts à moyen terme et des prêts à long terme de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutual	445
28 sept.	Arrêté n° 952 a.p.e., prononçant l'expulsion du sieur Langley (John), sujet anglais et de son épouse née Edith, Jane, Cooksley, canadienne	445

23 sept.	Arrêté n° 953 co., autorisant MM. le Trésorier-Payeur et le Préposé du Trésor à faire emploi dans leurs écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1936, 1937, 1938 et 1939....	445
23 sept.	Arrêté n° 954 co., rendant exécutoires des rôles principaux et supplémentaires de l'impôt des routes, de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle du 10 % e.c., de la taxe sur les voitures et les chiens, du droit fixe et du droit supplémentaire sur les asiatiques pour les années 1936, 1937, 1938 et 1939..	446
30 sept.	Arrêté n° 955 a.g.f., fixant le statut du personnel de l'Office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation.....	449
4 oct.	Décision n° 964 a.g.f., portant attribution d'un excédent de caisse.....	449
7 oct.	Arrêté n° 969 a.p.e., relatif au tarif de vente au détail des denrées de première nécessité.....	450
7 oct.	Arrêté n° 972 a.g.f., prescrivant retenue de logement par provision et portant modification à l'arrêté n° 411 a.g.f., du 25 avril 1939.....	452
7 oct.	Arrêté n° 974 p.t.t., portant, à partir du 7 octobre 1939, modification des taxes télégraphiques.....	452
9 oct.	Arrêté n° 975 a.p.e., fixant la composition de la Commission permanente d'expertise du coprah....	452
10 oct.	Arrêté n° 977 a.g.f., fixant provisoirement les détails d'application du décret du 1 ^{er} septembre 1939, instituant des allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation.....	453

ACTES MUNICIPAUX

(Commune-mixte d'Uturoa).

1939 14 sept	Arrêté accordant à M ^{lle} de Bahmann (Andréa), une allocation de neuf cents francs.....	453
--------------	---	-----

(Commune de Papeete).

5 oct.	Arrêté municipal n° 120, interdisant l'accès des locaux, aménagements et cour de l'école communale de Pafai à certaines personnes étrangères au service....	453
	Extraits.....	454

AVIS OFFICIELS

Cabinet. — Avis concernant un concours pour les emplois de commis et d'adjoints des Services civils.....	454
Service Topographique. — Avis (Ile de Moorea, district d'Alfareaitu)...	454
Service d'Administration Générale et des Finances. — Avis aux créanciers de la Colonie.....	454
Service des Affaires Politiques et Economiques. — Enquête de <i>commodo et incommodo</i> . — M. Jean Simon (Ile Raiatea).....	455

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUE

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de septembre 1939.	455
--	-----

DIVERS

Annonces judiciaires.....	456
Annonces commerciales et avis divers.....	459

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 968 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie une loi du 18 mars, deux décrets du 11 mai, une loi du 27 juin, un arrêté interministériel du 3 juillet, un décret du 22 juillet, un décret du 28 juillet, un décret-loi du 29 juillet et un décret du 2 août 1939.

(Du 7 octobre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels;

Vu la dépêche ministérielle n° 4889 du 17 juillet 1939 pour l'application de la loi Le Poullen,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1 - la loi du 18 mars 1939 ayant pour objet de proroger à nouveau les effets de la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure (J.O.R.F. du 19 mars 1939, page 3582);

2 - le décret du 11 mai 1939 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (papiers peints) (J.O.R.F. du 12 mai 1939, page 6067);

3 - le décret du 11 mai 1939 relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et tous autres métaux communs, purs ou alliés) (J.O.R.F. du 12 mai 1939, page 6067);

4 - la loi du 27 juin 1939 ayant pour objet de proroger à nouveau les effets de la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure (J.O.R.F. du 28 juin 1939, page 8142);

5 - l'arrêté interministériel du 3 juillet 1939 fixant les attributions respectives des départements de l'air et des colonies en matière de protection radioélectrique de la navigation aérienne (J.O.R.F. des 3 et 4 juillet 1939, page 8498);

6 - le décret du 22 juillet 1939 portant modification du décret du 7 mai 1938 portant organisation du personnel du Service météorologique des colonies (J.O.R.F. du 28 juillet 1939, page 9531) et rectificatif (J.O.R.F. du 30 juillet 1939, page 9691);

7 - le décret du 28 juillet 1939 modifiant le statut du personnel des douanes coloniales (J.O.R.F. du 2 août 1939, page 9794);

8 - le décret-loi du 29 juillet 1939 modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre (J.O.R.F. du 2 août 1939, page 9750);

9 - le décret du 2 août 1939 portant ouverture de crédits supplémentaires pour les Etablissements français de l'Océanie (Exercice 1938) (J.O.R.F. du 5 août 1939, page 9940).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 octobre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

LOI ayant pour objet de proroger à nouveau les effets de la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure.

(Du 18 mars 1939.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — La loi du 22 mars 1936, tendant à la protection de l'industrie et du commerce en détail de la chaussure, et prorogée par la loi du 25 mars 1938, est prorogée pour une nouvelle période de trois mois qui prendra fin le 22 juin 1939.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 mars 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

*Le ministre de l'économie,
nationale,*

RAYMOND PATENOTRE

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

DECRET relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (papiers peints).

(Du 11 mai 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances,

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« Article 1^{er}. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« Art. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi » ;

Vu la loi du 31 décembre 1936 (art. 15) ;

Vu le décret du 28 juin 1934 ;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle en date du 28 novembre 1938.

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le paragraphe a de l'article 1^{er} du décret du 28 juin 1934 est modifié ainsi qu'il suit :

a) *Papiers peints en rouleaux ou en bobines.*

« Tous les 60 centimètres au minimum et en caractères de 5 millimètres de hauteur au minimum :

« 1^o Sur la marge pour les papiers portant une impression ;

« 2^o Sur le bord (recto ou verso) pour tous les papiers, gaufrés ou autres, ne portant pas d'impression, et pour tous les supports pouvant être utilisés comme tentures ».

Art. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

Toutefois, les produits étrangers précités, qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur, pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, pourvu qu'ils satisfassent aux obligations fixées par le décret du 28 juin 1934.

Art. 3. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

DECRET relatif à l'indication d'origine de certains produits étrangers (couverts et tous articles d'orfèvrerie en argent et tous autres métaux, communs, purs ou alliés).

(Du 11 mai 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances,

Vu la loi du 20 avril 1932, rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1^{er} et 2, ainsi conçus :

« Art. 1^{er}. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique sur le rapport du ministre du commerce ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine.

Art. 2. — Les décrets visés à l'article 1^{er} seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi » ;

Vu la loi du 31 décembre 1936 (art. 15) ;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle en date du 28 novembre 1938 ;

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la loi du 20 avril 1932, dans les conditions spécifiées ci-après :

a) Orfèvrerie d'argent, premier et deuxième titre (objets neufs seulement). (Ex. n° 495 A du tarif) ;

b) Orfèvrerie en métal doré et argenté (Ex. n° 496 du tarif) ;

c) Couverts en fer ou en acier (Ex. n° 568 A du tarif) ;

d) Cuillers et fourchettes de tous genres, d'une seule pièce (n° 569 C du tarif) ;

e) Articles d'orfèvrerie de cuivre (n° 573 A du tarif) ;

f) Orfèvrerie de table, d'ameublement, etc., etc., y compris la vaisselle et couverts de table, en étain (Ex. n° 577 du tarif) ;

g) Orfèvrerie de zinc pur ou allié de table, d'ameublement, etc., y compris les timbales et objets analogues (n° 578 B du tarif) ;

h) Couverts de table en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés (n° 579 A du tarif) ;

i) Orfèvrerie de table, d'ameublement, d'ornement, de toilette, etc., vaisselle de table en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés (n° 579 B du tarif) ;

j) Orfèvrerie de table, d'ameublement, de toilette, d'ornement, etc., vaisselle et couverts de table en aluminium ou en plaqué d'aluminium, y compris le bronze d'aluminium (n° 579 bis A du tarif).

En conséquence, les produits précités, lorsqu'ils seront étrangers, ne pourront être introduits en France pour la consommation, admis à l'entrepôt ou à la circulation, exposés, mis en vente, vendus ou détenus pour un usage commercial, qu'à la condition de porter l'indication de leur pays d'origine en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents.

Pour tous ces articles, l'indication d'origine sera inscrite dans la matière même, à l'aide d'un poinçon portant le nom du pays d'origine gravé sur une seule ligne ; elle sera toujours apposée sur une partie visible et polie de l'objet terminé, la dimension et l'emplacement des lettres la rendant lisible, la profondeur de l'empreinte sera telle qu'elle ne puisse disparaître par un écrasement, une abrasion ou un polissage de la surface, ou tout autre procédé, sans déformer les lignes générales de la pièce ou détériorer ses ornements.

L'indication d'origine devra, en outre, satisfaire aux conditions suivantes, quant à son emplacement et à ses dimensions :

1^o Couverts (cuillers, fourchettes, louches, etc.) :

Longueur minima, 6 millimètres, hauteur minima des lettres 0 millimètre 8 pour les pièces de moins de 8 centimètres de longueur ;

Longueur minima, 8 millimètres 1/2, hauteur minima des lettres, 1 millimètre pour les pièces de plus de 8 centimètres de longueur ;

L'application de la marque sur la tranche de la branche est interdite ;

2^o Manches de coutellerie (en haut du manche) :

Longueur minima, 6 millimètres, hauteur minima des lettres, 0 millimètre 8 ;

L'indication sur les manches est indépendante de celle qui doit figurer sur les lames provenant de l'étranger ;

3^o Autres articles d'orfèvrerie (à tout endroit apparent tel que le rebord, le fond ou la base des pièces ou dessous le fond pour les pièces comportant un couvercle mobile ou à charnière) :

Longueur minima, 8 millimètres 1/2 pour les pièces de moins de 6 centimètres dans leur plus grande dimension, ou 10 millimètres pour les autres pièces ;

Dans les deux cas, hauteur minima des lettres, 1 millimètre ;

4^o Cristaux et poteries montés. — Pour les cristaux et poteries montés, l'indication d'origine, qui sera indépendante de celle qui doit figurer ou pourra être rendue obligatoire sur la partie gobeletterie de verre ou sur la partie céramique (porcelaine, faïences, etc.), aura les mêmes dimensions que pour les pièces d'orfèvrerie visées ci-dessus.

Pour les pièces d'orfèvrerie et les cristaux ou poteries montés, argentés ou dorés, l'indication d'origine devra être apposée au-dessous ou à côté du poinçon de maître ou de responsabilité du fabricant déjà obligatoire en vertu de l'article 14 de la loi du 19 brumaire an VI et des décrets et circulaires assimilant les pièces dorées ou argentées par les procédés électro-chimiques aux ouvrages en doublé ou plaqué.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

Seront abrogés à partir de cette date de mise en application les décrets du 23 juin 1933, du 28 août 1935 et les dispositions du décret du 2 septembre 1933 relatives à l'orfèvrerie de fantaisie.

Art. 3. — Par dérogation à l'article 1^{er} du présent décret, sont dispensés des formalités prévues audit article, en ce qui concerne l'admission à l'entrepôt, les produits étrangers qui seraient destinés à la réexportation, pourvu que ni le produit, ni les emballages, ne portent aucun nom, marque, signe ou indication quelconque qui puisse créer une confusion sur la véritable origine des produits considérés.

Art. 4. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

LOI ayant pour objet de proroger à nouveau les effets de la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure.

(Du 27 juin 1939.)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — La loi du 22 mars 1936 tendant à la protection de l'industrie et du commerce en détail de la chaussure.

sure et prorogée par les lois des 25 mars 1938 et 18 mars 1939, est prorogée à nouveau jusqu'au 1^{er} janvier 1940.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 juin 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'économie nationale,

RAYMOND PATENOTRE.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL fixant les attributions respectives des départements de l'air et des colonies en matière de protection radio-électrique de la navigation aérienne.

(Du 3 juillet 1939).

LE MINISTRE DE L'AIR ET LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 31 mai 1924 sur la navigation aérienne et les décrets des 23 février 1926 et 11 mai 1928 la rendant applicable respectivement en Afrique occidentale française et dans les autres colonies ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1936 portant attribution des ministères de l'air et des colonies en matière d'aéronautique civile dans les colonies et pays de protectorat relevant du département des colonies ;

Vu les deux décrets du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux, d'une part, et organisation du service radioélectrique colonial, d'autre part,

ARRÊTENT :

Article 1^{er}. — La protection radioélectrique de la navigation aérienne aux colonies et dans les protectorats dépendant du ministère des colonies est assurée par des stations spécialisées dans la protection radioélectrique de la navigation aérienne et accessoirement par des stations mixtes. Ces stations et leur personnel sont placés sous l'autorité des chefs des colonies,

Art. 2. — Il est précisé que l'organisation et le fonctionnement des postes et installations destinés à la protection radioélectrique de la navigation aérienne aux colonies seront effectués, sauf exception due aux circonstances locales, conformément aux règlements internationaux des services aéronautiques,

Art. 3. — Dans toutes les stations devant assurer la protection radioélectrique de la navigation aérienne, spécialisées ou mixtes, les services de veille des avions et de liaison avec ceux-ci auront la priorité sur tous les autres dès qu'un avion se trouvera dans la zone à protéger.

Art. 4. — Le personnel chargé du fonctionnement des sta-

tions est constitué en principe par du personnel du ministère de l'air en situation de détachement au ministère des colonies.

Ce personnel, soumis à l'autorité du gouverneur, est appelé à exercer ses fonctions dans les conditions suivantes :

Il est seul chargé de l'exploitation des stations spécialisées : il peut également être affecté aux stations mixtes, pour le fonctionnement des installations se rapportant plus spécialement à la navigation aérienne.

Art. 5. — Le personnel du ministère de l'air détaché dans les conditions ci-dessus indiquées pourra comprendre des opérateurs radioélectriciens, des chefs de poste ordinaires et des chefs de poste principaux, ainsi que du personnel des corps techniques du ministère de l'air spécialisé dans la T.S.F.

Art. 6. — La mise en détachement de ce personnel sera prononcée par le ministre de l'air après agrément du ministre des colonies.

La remise à la disposition sera prononcée par le ministre des colonies soit pour raisons de santé, soit pour raisons de service, soit sur l'initiative du ministre de l'air à charge pour lui de pourvoir au remplacement du fonctionnaire intéressé.

La décision prononçant le détachement précisera l'affectation.

Les mutations seront prononcées par le chef de la colonie, conformément aux décisions du ministre de l'air transmises par le ministre des colonies.

Art. 7. — Le personnel des stations spécialisées appliquera les instructions techniques émanant du ministère de l'air pour tout ce qui concerne la protection radioélectrique de la navigation aérienne.

Ces instructions sont adressées au gouverneur, les chefs de poste des stations spécialisées en reçoivent toutefois directement copie.

Art. 8. — D'une façon générale, la manipulation du matériel spécial utilisé pour la protection de la navigation aérienne tel que gonios de nuit, radiophares d'atterrissage sans visibilité, etc., est réservée aux agents détachés du ministère de l'air, en raison de l'aptitude de ces agents à la mise en œuvre et au fonctionnement de ces dispositifs du fait de l'entraînement qu'ils ont acquis à cet égard dans la métropole.

Art. 9. — Des inspections techniques pourront être effectuées en accord avec le ministre des colonies et le chef de la colonie dans les stations par des fonctionnaires désignés à cet effet par le ministre de l'air.

Le ministre de l'air pourra toutefois en cas de besoin faire procéder à des inspections spéciales dans les stations spécialisées après en avoir fait aviser le gouverneur.

Fait à Paris, le 3 juillet 1939.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET portant modification du décret du 7 mai 1938 portant réorganisation du personnel du service météorologique des colonies.

(Du 22 juillet 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde du personnel colonial et les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 29 avril 1929 portant réorganisation du personnel du service météorologique des colonies ;

Vu le décret du 7 mai 1938 portant réorganisation du personnel du service météorologique des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les articles 3, 9 et 10 du décret du 7 mai 1938 portant réorganisation du personnel du service météorologique des colonies sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 3. — L'effectif total, par grade, des fonctionnaires du cadre général des météorologistes des colonies est fixé, chaque année, pour l'année suivante, par arrêté du ministre des colonies, après avis des gouverneurs et gouverneurs généraux.

La création d'emplois d'inspecteurs généraux météorologistes reste subordonnée aux besoins du service et aux disponibilités budgétaires. En aucun cas, leur nombre ne pourra être supérieur à trois.

Art. 9. — Tout candidat agréé, suivant le cas, comme assistant météorologiste de 1^{re} classe, ou comme assistant météorologiste stagiaire, doit accomplir une année de stage à compter de la date de son entrée en solde.

A l'expiration de ce stage, les intéressés peuvent être proposés par le chef de la colonie pour la titularisation dans le grade d'assistant météorologiste de 1^{re} classe dans le premier cas, ou pour la nomination au grade d'assistant météorologiste de 3^e classe dans le second cas. Ils sont nommés après avis de la commission de classement prévue à l'article 16.

Ceux qui n'ont pas témoigné d'une aptitude générale suffisante peuvent être sur la proposition du chef de la colonie soit licenciés dès l'expiration de la première année de stage, soit autorisés à accomplir une seconde année de stage à l'expiration de laquelle ils sont nommés dans les formes indiquées ci-dessus ou licenciés. Dans tous les cas, le licenciement est prononcé par le ministre des colonies après avis de la commission de classement.

Art. 10. — Tout candidat agréé, suivant le cas, comme ingénieur météorologiste adjoint de 4^e classe ou comme ingénieur météorologiste adjoint stagiaire est astreint à un stage d'une durée maximum de deux années à compter de la date d'entrée en solde. Au cours de ce stage, il effectue une période de services à l'administration centrale (service centrale de la météorologie coloniale) pendant trois mois au moins, afin de compléter sa formation technique et administrative.

Après une année de stage, les intéressés peuvent être proposés par le chef de la colonie pour la titularisation dans le grade d'ingénieur météorologiste adjoint de 4^e classe dans le premier cas ou pour la nomination au grade d'ingénieur météorologiste adjoint de 4^e classe dans le second cas. Ils sont nommés après avis de la commission de classement prévue à l'article 16.

Ceux qui n'ont pas témoigné d'une aptitude générale suffisante peuvent être, sur la proposition du chef de la colonie, soit licenciés dès l'expiration de la première année de stage, soit autorisés à accomplir une seconde année de stage à l'expiration de laquelle ils sont nommés dans les formes indi-

quées ci-dessus ou licenciés. Dans tous les cas, le licenciement est prononcé par le ministre des colonies après avis de la commission de classement.

Art. 2. — Le tableau annexé à l'article 2 du décret du 7 mai 1938 est modifié comme suit en ce qui concerne la 1^{re} classe du grade d'inspecteur général météorologiste :

GRADES	CLASSES	TRAITEMENTS	CATÉGORIES
Inspecteur général météorologiste..	1 ^{re} classe :		
	2 ^e échelon..	95.000	1 ^{re} catégorie A
	1 ^{er} échelon..	85.000	1 ^{re} catégorie A

Art. 3. — L'article 14 du décret du 7 mai 1938 est complété comme suit :

En l'absence de candidat appartenant à l'une des deux catégories ci-dessus indiquées, les emplois vacants sont attribués aux candidats de l'autre catégorie.

Art. 4. — L'article 31 du décret du 7 mai 1938 est complété comme suit :

Les météorologistes des cadres locaux admis dans le cadre général conserveront, dans leur nouvel emploi, la totalité ou une fraction de l'ancienneté qu'ils avaient acquise ; le montant de cette ancienneté sera fixé par arrêté du ministre des colonies, après avis de la commission de classement précitée qui devra tenir compte de l'ancienneté dans leur grade actuel des agents à intégrer et du gain de solde dont ils pourront bénéficier à cette occasion, gain de solde qui devra se traduire par une réduction corrélative de l'ancienneté conservée.

Les météorologistes des cadres locaux désireux de bénéficier des dispositions de cet article devront en faire la demande dans le délai d'une année, à compter de la promulgation du présent décret.

Art. 5. — Le paragraphe b de l'article 5 du décret du 7 mai 1938 est modifié comme suit :

« b) Pour les trois quarts des vacances : parmi les candidats pourvus du diplôme de bachelier ès sciences mathématiques élémentaires... » (Le reste sans changement).

Art. 6. — Sont abrogées toutes dispositions contraires.

Art. 7. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 22 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

DÉCRET modifiant le statut du personnel des douanes coloniales.

(Du 28 juillet 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel des douanes dans les colonies autres que l'Inde française et l'Indochine, modifié par le décret du 29 septembre 1920 ;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial ;

Vu le décret du 2 avril 1928 modifiant l'article 4 du décret du 29 septembre 1920 ;

Vu les décrets des 10 mai 1932, 28 août 1936 et 13 janvier 1938 autorisant les candidats aux concours de contrôleur rédacteur et de vérificateur des douanes à subir les épreuves écrites desdits concours dans les colonies où ils se trouvent en service, jusqu'au 1^{er} janvier 1940 ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— Les dispositions du paragraphe b) de l'article 4 du décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel des douanes dans les colonies autres que l'Inde française et l'Indochine, modifiées par l'article 1^{er} des décrets des 29 septembre 1920 et 2 avril 1928, sont à nouveau modifiées ainsi qu'il suit :

« § b. — Les candidats au concours pour le grade d'inspecteur et pour celui de lieutenant subiront, en France ou en Algérie, les épreuves écrites et les épreuves orales.

« Les candidats au concours pour les grades de contrôleur rédacteur et de vérificateur, en service dans les colonies, subiront les épreuves écrites au chef-lieu de la colonie où ils sont en service.

« La commission de surveillance des épreuves écrites devra toujours être présidée par un agent des douanes appartenant au cadre supérieur ou ayant le titre de chef de service.

« Les candidats au concours pour le grade de contrôleur rédacteur et de vérificateur, en service aux colonies, sont autorisés à prendre part aux épreuves écrites du concours précédant celui auquel ils pourraient participer s'ils étaient en fonctions dans la métropole.

« En cas d'admissibilité, ils sont appelés à suivre les cours de l'école des vérificateurs à Paris, en même temps que leurs collègues de la métropole qui ont satisfait aux épreuves écrites du concours suivant.

« Les épreuves orales seront les mêmes pour les deux catégories.

« Les fonctionnaires seront réintégrés provisoirement en France où ils seront momentanément affectés à des emplois vacants. Leurs traitements et indemnités seront alors supportés par le budget métropolitain.

« Chaque année, le nombre des places mises au concours sera fixé en tenant compte uniquement des besoins de la métropole. Les agents des colonies reçus seront intercalés dans la liste générale de classement sous des numéros *bis* ».

Art. 2. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Décret modifiant et complétant la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 29 juillet 1939.

Monsieur le Président,

La loi du 4 mars 1932, qui a complété et modifié certaines dispositions de la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice pour l'armée de terre, avait eu pour objet, soit d'ajuster, les uns avec les autres, différents textes pour lesquels cette mesure s'imposait à la suite des modifications apportées, en cours de discussion, au texte primitif, soit d'éviter des difficultés possibles d'interprétation, soit de mettre en harmonie divers articles du code avec les dispositions de lois nouvelles intéressant l'armée, enfin, en résumé, de faciliter le fonctionnement de la nouvelle organisation de la justice militaire.

L'épreuve d'une expérience de dix années a fait ressortir la nécessité d'un certain nombre de retouches aux textes afin d'en faciliter l'application, en éliminant, d'une part, les quelques inconvénients que la pratique a fait apparaître et en ajoutant, d'autre part, certaines dispositions qui se sont avérées nécessaires.

C'est l'objet du projet de décret que nous vous présentons, par application de la loi du 19 mars 1939, autorisant le Gouvernement à prendre, par décrets délibérés en conseil des ministres, les mesures nécessaires, à la défense du pays.

Les motifs qui justifient les modifications, additions et suppressions qui font l'objet du présent projet sont indiqués ci-après pour chaque article.

Art. 2, dernier alinéa. — L'application de cet article a révélé que l'énumération qu'il contient n'était pas suffisamment compréhensive et qu'il convient de prévoir le cas où les faits visés ont été commis dans le service.

Art. 3, avant-dernier alinéa. — Les jeunes soldats sont appelés sous les drapeaux non par « un ordre de route » mais par « un ordre d'appel ». L'ordre de route est le document qui doit être notifié au jeune soldat qui, après avoir été « appelé », n'a pas rejoint la destination qui lui avait été assignée.

Art. 7, second alinéa. — Mise en concordance du texte avec celui de l'article 8 du nouveau code de justice militaire pour l'armée de mer, du 13 janvier 1938.

Art. 10, alinéa 3. — La modification proposée a pour objet de mettre la disposition de l'alinéa 3 de l'article 10 du code de justice militaire en harmonie avec la disposition de l'alinéa 2 visant la présidence des tribunaux militaires permanents de la métropole.

D'une part, le président du tribunal civil de Tunis ayant, dans la hiérarchie judiciaire, rang de président de chambre de cour d'appel, doit avoir, dans l'organisation judiciaire militaire, les mêmes prérogatives que les présidents de chambre de cour d'appel de la métropole.

D'autre part, la désignation obligatoire du vice-président le plus ancien ne permet pas de faire jouer, en Tunisie, la disposition de l'article 12, alinéa 3, aux termes de laquelle il est désigné, pour chaque semestre et pour chaque tribunal militaire, un président titulaire et deux présidents suppléants.

Art. 10, alinéa 7 *in fine*. — L'addition proposée a pour objet de mettre le code de justice militaire en harmonie avec la

loi du 30 mars 1928 relative au statut des sous-officiers de carrière de l'armée, qui a créé des grades dans le personnel des sous-officiers (art. 15).

Art. 10, 8^e et 9^e alinéa. — Ont pour objet de régler la situation des aumôniers militaires au regard de la justice militaire.

Art. 10, in fine. — Il a paru que, pour la bonne administration de la justice, il convenait, pour le jugement des infractions aux lois sur l'espionnage et les atteintes aux secrets de la défense nationale intéressant exclusivement l'armée de l'air, ou l'armée de l'air et l'armée de terre, de prévoir une composition spéciale du tribunal militaire.

Art. 13. — La modification proposée a pour but de donner plus de souplesse dans l'utilisation du personnel et de permettre à la justice militaire d'obtenir le concours de magistrats civils pour l'instruction des affaires où sont impliquées des personnes étrangères à l'armée, spécialement en matière de crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Art. 15, modifié par le décret du 17 juin 1938. — Les conditions d'ancienneté requises des lieutenants ou assimilés pour être proposés pour l'avancement étant très variables selon l'arme ou le service, ou même la subdivision du service, il en résulte, pour la présentation au concours prévu par le texte rappelé ci-dessus, des inégalités de traitement qui ne se justifient pas. Il a paru possible de remédier à cette situation par la modification proposée, qui sauvegarde les divers intérêts en cause.

Art. 24. — Adjonction nécessitée par l'addition prévue à l'article 61 du code de justice militaire.

Art. 42 bis. — D'après les dispositions du code de justice militaire, il doit être procédé, par un juge d'instruction militaire, à une information judiciaire complète pour toutes les affaires susceptibles d'être déferées au tribunal militaire, même si les faits sont flagrants et non contestés.

Il est apparu qu'il y aurait intérêt, pour une meilleure et plus rapide administration de la justice, à édicter que les auteurs militaires d'une infraction punissable seulement de peines correctionnelles pourront être traduits directement devant le tribunal militaire. Cette mesure a été entourée d'une double garantie : l'obligation d'une instruction préalablement faite au corps dans les conditions prévues par le code de justice militaire et l'avis du commissaire du Gouvernement près le tribunal militaire sur l'opportunité de la citation directe.

Art. 55. — Il a paru que l'obligation, pour l'inculpé en liberté provisoire, de se constituer prisonnier avant l'audience était inutile, et, d'ailleurs, d'un accomplissement difficile en l'absence d'un titre d'incarcération.

Art. 60, 2^e alinéa. — On a estimé nécessaire, en vue de faciliter la découverte de la vérité dans les informations dirigées contre les individus inculpés de crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, de prévoir que, dans ce cas, la durée de la mise au secret facultative de l'inculpé pourrait être doublée.

Art. 61. — Addition destinée à donner, pour l'instruction des affaires intéressant la défense nationale, plus de rapidité à la procédure.

Art. 66, alinéa 2. — L'adjonction proposée met le code pénal militaire en concordance avec l'article 128 du code d'instruction criminelle.

Art. 67, alinéa 2, in fine. — Il s'agit de la rectification d'une

erreur, l'ordre de mise en jugement n'existe plus dans la nouvelle procédure pénale militaire.

Art. 68. — La rédaction actuelle de l'article 68 autorise une interprétation restrictive d'après laquelle il n'y aurait lieu à remplacement d'un conseiller par un juge militaire que si la chambre des mises en accusation est appelée à statuer sur le renvoi devant le tribunal militaire en raison d'une infraction passible d'une peine criminelle, et à la condition que cette infraction revête le caractère d'une infraction militaire. En cas d'infraction militaire passible d'une peine criminelle, le juge militaire serait, dans cette interprétation, exclu de la chambre des mises en accusation quand elle prononce, en conformité des articles 58 et 66 et y serait appelé quand la chambre délibère par application de l'article 68. Or, aucune raison ne justifie cette différence dans la composition de la chambre des mises en accusation, suivant qu'elle statue en cours d'information ou après la clôture de cette dernière.

De plus, il peut arriver que la chambre des mises en accusation soit appelée à statuer, avec des compositions différentes, sur deux chefs d'inculpation compris dans une même poursuite.

Toutes ces difficultés seront évitées par la rédaction proposée.

Art. 71, 3^e alinéa. — Modification ayant pour but de sauvegarder les intérêts de la défense nationale.

Art. 113, alinéa 4. — Les dispositions relatives à la discipline de la Légion d'honneur et de la médaille militaire sont également applicables aux titulaires d'ordres coloniaux.

Les dispositions relatives à la discipline de la Croix de guerre ont été abrogées par le décret du 31 décembre 1928.

Art. 121. — Il arrive, après qu'un jugement a condamné par défaut un insoumis, qu'à la suite de la production de documents ou de l'arrivée de nouveaux renseignements, l'on constate que le condamné n'était pas légalement appelé ou rappelé au service militaire, soit parce qu'il ne possédait pas la qualité de Français, soit parce qu'il avait été recensé dans les lieux différents et était en règle avec la loi, soit pour toute autre raison, le tribunal militaire avait donc été induit en erreur sur la situation réelle de l'inculpé. La voie de l'opposition est la seule procédure légale pour faire disparaître le jugement. Mais, fréquemment, l'adresse de l'inculpé n'est pas connue et si elle l'est, celui-ci est obligé quelquefois à un déplacement coûteux pour comparaître devant le tribunal militaire qui doit statuer contradictoirement. Il subit de toute façon un préjudice qui devrait lui être évité, puisqu'il n'est pas responsable de l'erreur commise.

L'addition proposée a pour but de remédier à cette situation.

Art. 124, 1^{er} alinéa. — Modification proposée en vue d'éviter le déplacement, en temps de guerre, de tribunaux militaires déjà existants en temps de paix.

Art. 124, 2^e alinéa. — Pour des raisons d'ordre militaire, il a paru nécessaire de prévoir que, dans les territoires dépendant du ministère des colonies, le siège et le ressort des tribunaux militaires permanents pourraient, en temps de guerre, être modifiés, à la demande du commandant supérieur des troupes dans ces territoires, par le gouverneur général ou le gouverneur, si le territoire ne relève pas d'un gouvernement général.

Art. 125. — Pour des raisons d'ordre militaire, il a paru nécessaire de prévoir que, dans les territoires dépendant du

ministère des colonies, le siège et le ressort des tribunaux militaires de cassation permanents pourraient, en temps de guerre, être modifiés, à la demande du commandant supérieur des troupes dans ces territoires, par le gouverneur général ou par le gouverneur, si le territoire ne relève pas d'un gouvernement général.

Art. 156, 9^e alinéa. — La loi du 4 mars 1932 modifiant et complétant certaines dispositions du code de justice militaire pour l'armée de terre ayant introduit deux nouveaux alinéas dans l'article 10 dudit code, auquel se réfère l'article 156, et l'un de ces nouveaux alinéas étant placé avant l'ancien alinéa 8 de l'article 10, ledit alinéa 8 doit donc devenir, dans la référence citée à l'article 156, l'alinéa 9.

Art. 162, alinéa 2. — Mise en harmonie de l'énumération des alinéas cités avec la nouvelle énumération résultant de l'article 10 complété par la loi du 4 mars 1932 modifiant et complétant certaines dispositions du code de justice militaire pour l'armée de terre. Les anciens alinéas 13 et 14 n'existaient pas dans le texte du 9 mars 1928 et doivent donc ne plus être cités en référence.

Art. 179, 2^e alinéa, § 4^o. — Le début de l'article 179, deuxième alinéa, paragraphe 4^o, se référant à l'article 90, relatif aux questions posées aux juges, il a paru utile, pour éviter une confusion éventuelle, de préciser que, pour le prononcé de la peine, on doit se reporter à l'article 91.

Art. 185, alinéa 3. — L'article 185 ne visant que les territoires en état de siège ou en état de guerre, à l'exclusion des tribunaux militaires de cassation aux armées, qui peuvent rencontrer les mêmes difficultés d'organisation, il a paru opportun de sanctionner législativement une interprétation du texte donnée par le comité consultatif de la justice militaire.

Il y a lieu, d'ailleurs, de remarquer qu'une faculté analogue existait sous le régime de l'ancien code en ce qui concernait les conseils de revision aux armées auxquels ont succédé les tribunaux militaires de cassation.

Art. 189. — Les tribunaux militaires aux armées n'étant pas compétents pour le jugement des contraventions (art. 163 du code de justice militaire) il a paru nécessaire d'étendre la compétence des prévôtés aux infractions de simple police commises par toute personne, militaire ou non. En l'état actuel du texte, les contraventions commises, en territoire étranger, par des militaires ou par des personnes non énumérées dans l'article 189 du code de justice militaire, ne pourraient être réprimées par la juridiction militaire.

Le dernier alinéa a été modifié dans un but de précision. En effet, il semble plus exact de prévoir que les décisions des prévôtés ne sont susceptibles, non pas de « recours », mais d'opposition ni d'appel.

Art. 208, alinéa 4. — La circonstance aggravante prévue étant dans la plupart des cas punie de la peine de la réclusion, peine inférieure à celle de la détention prévue par les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 208, maintenir le texte actuel équivaldrait à transformer cette circonstance aggravante en circonstance atténuante.

D'où la nécessité, d'une part, de supprimer le renvoi à l'article 232 qui ne prévoit que la réclusion et, d'autre part, de spécifier que les peines prévues par l'alinéa 4 ne seront applicables que tout autant qu'elles seront supérieures à celles prévues aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 de l'article 208.

Art. 217. — Le troisième alinéa est ainsi conçu :

« Si l'auteur du vol était comptable des objets détournés, la peine sera celle de la réclusion. »

Cette disposition légale est en contradiction avec l'article 243 du code de justice militaire, qui est ainsi conçu :

Art. 243. — L'article 171 du code pénal est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas exprimés aux deux articles précédents et au présent article, les peines prononcées par les articles 169, 170 et 171 seront applicables à tout militaire ou assimilé qui aura détourné ou dissipé les deniers ou effets actifs en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers, ou des armes, munitions, matières, denrées ou des objets quelconques appartenant à l'Etat, à l'ordinaire, à des militaires ou à des particuliers, s'il en était comptable aux termes des règlements. »

La suppression du troisième alinéa de l'article 217 doit entraîner celle du quatrième, relatif à l'atténuation, en cas de circonstances atténuantes, de la peine de réclusion portée au troisième alinéa.

Art. 222, 2^e alinéa. — Ce deuxième alinéa est ainsi conçu :

« L'officier coupable du crime prévu par le présent article sera, dans tous les cas, puni, en outre, de la destitution. »

Or, la peine prévue par l'article 222 est la peine de mort, avec dégradation militaire, peine qui, en cas d'admission des circonstances atténuantes, ne peut être abaissée au-dessous des travaux forcés à temps (art. 463 du code pénal) et, en conséquence, entraînera toujours la peine accessoire de la dégradation militaire (art. 192 du code de justice militaire). Le deuxième alinéa de l'article 222 est donc superflu.

Art. 250, alinéa 4. — La rédaction actuelle du 4^e alinéa de l'article 250 du code de justice militaire a entraîné des difficultés d'interprétation par suite de son manque de concordance avec d'autres dispositions du code de justice militaire d'après lesquelles une peine ne peut commencer à être subie qu'à partir du jour où le jugement de condamnation est devenu définitif.

Le texte proposé, qui reproduit les dispositions du droit commun (art. 23 et 24 du code pénal), fait disparaître ces inconvénients ; en outre, il complète les dispositions relatives à l'imputation de la détention préventive dans la durée de la peine.

Art. 250, alinéa 5. — Il a paru utile, pour éviter des divergences d'interprétation, de préciser la portée de l'expression « détention préventive ».

Art. 253, alinéa 4. — Aucun article du code de justice militaire pour l'armée de terre ne prononce la dégradation militaire comme peine principale ; il n'y a donc pas lieu de prévoir, pour les individus non militaires et non assimilés aux militaires, son remplacement, comme peine principale, par la dégradation civique. Seul, le remplacement de la destitution par un emprisonnement doit subsister.

Nous avons l'honneur de soumettre le présent projet de décret à votre signature si, toutefois, vous en approuvez la teneur.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

EDOUARD DALADIER.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.

DÉCRET

(Du 29 juillet 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des colonies et du ministre de l'air,

Vu la loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de terre, les lois et décrets qui l'ont complétée et modifiée ;

Vu l'article 28 de la loi du 2 juillet 1934 fixant l'organisation générale de l'armée de l'air, complété par le décret du 30 octobre 1935 ;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — La loi du 9 mars 1928 portant revision du code de justice militaire pour l'armée de terre, complétée et modifiée par la loi du 4 mars 1932 et les décrets du 25 juin 1934 et 30 octobre 1935, est complétée et modifiée ainsi qu'il suit :

Art. 2. — Dernier alinéa. — Rédiger ainsi : « Continueront à être jugées par les juridictions militaires les infractions de toute nature commises dans le service, ainsi que dans les casernes, quartiers, établissements militaires et chez l'hôte. »

Art. 3, avant-dernier alinéa. — Remplacer les mots « ordre de route » par « ordre d'appel ».

Art. 7, second alinéa. — Le second alinéa de l'article 7 est ainsi modifié : « Si l'infraction a été commise en tous autres lieux, les tribunaux de l'armée de terre seront seuls compétents ».

Art. 10, alinéa 3. — Remplacer cet alinéa par le suivant :

« La présidence du tribunal militaire de Tunis est confiée :

« 1^o A l'un des vice-présidents du tribunal de première instance de Tunis pour le jugement des soldats, caporaux, brigadiers, caporaux-chefs, brigadiers-chefs, sous-officiers et officiers jusqu'au rang de lieutenant-colonel exclusivement ou assimilés ;

« 2^o Au président du tribunal de première instance de Tunis ou au magistrat qui en remplit les fonctions pour le jugement des colonels, lieutenants-colonels ou assimilés ».

Art. 10, alinéa 7, *in fine*. — Compléter l'alinéa comme suit :

« En ce qui concerne le jugement des sous-officiers, le sous-officier juge devra être d'un grade au moins égal à celui de l'inculpé ».

Art. 10, 8^e alinéa. — Remplacer le huitième alinéa de l'article 10 par le suivant :

« Pour juger un inculpé appartenant à un corps ou service possédant une hiérarchie propre et dont les membres jouissent du bénéfice de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, le tribunal militaire est composé suivant le grade auquel correspond le rang ou la solde de l'inculpé et deux membres de ce corps ou service remplacent les juges militaires du grade le moins élevé. Si l'inculpé a la qualité d'aumônier militaire aux termes des règlements en vigueur, le tribunal militaire est composé comme pour le jugement des capitaines.

Art. 10, 9^e alinéa. — Remplacer le neuvième alinéa de l'article 10 par le suivant :

« S'il y a plusieurs inculpés de différents grades ou rangs, la composition du tribunal militaire est déterminée par le grade ou le rang le plus élevé. Si l'inculpé a la qualité d'aumônier militaire aux termes des règlements en vigueur, le tribunal militaire est composé comme pour le jugement des capitaines ».

Art. 10 *in fine*. — L'article 10 du code de justice militaire est complété comme suit, *in fine* :

« Lorsqu'un crime ou un délit contre la sûreté extérieure de l'Etat est commis envers l'armée de l'air, les deux juges militaires du grade le plus élevé seront désignés parmi les officiers appartenant à l'armée de l'air.

« Si l'infraction poursuivie intéresse conjointement l'armée de terre et l'armée de l'air, le juge militaire du grade le plus élevé sera désigné parmi les officiers appartenant à l'armée de l'air ».

Art. 13. — Remplacer les troisième et quatrième alinéas par les trois alinéas suivants :

« Les commissaires du Gouvernement remplissent auprès du tribunal militaire les fonctions du ministère public.

« Les juges d'instruction militaires procèdent à l'information.

« Sous réserve des dispositions contenues dans l'article 14, alinéa 3, les substituts du commissaire du Gouvernement et du juge d'instruction militaire peuvent indifféremment remplir les fonctions du ministère public ou procéder à l'information, à condition qu'il s'agisse d'informations distinctes. »

Art. 13. — Ajouter un dernier alinéa ainsi conçu :

« Dans les affaires où sont impliqués des individus étrangers à l'armée, des magistrats civils peuvent être délégués pour remplir les fonctions de substitut du juge d'instruction militaire, dans les conditions prévues par le présent code. »

Art. 15 modifié par le décret du 17 juin 1938. Remplacer le paragraphe 1^{er} du sixième alinéa par le texte ci-après :

« 1^o Les officiers de toutes armes et services, du grade de capitaine ou assimilés, sans conditions d'ancienneté et du grade de lieutenant ou assimilés, réunissant les conditions d'ancienneté requises pour pouvoir être proposés pour l'avancement ou comptant au moins quatre ans de grade. »

Art. 24. — L'article 24 du code de justice militaire, dernier alinéa, est complété comme suit :

« Sous réserve des dispositions de l'article 61, alinéa 2, concernant les infractions relatives à la sûreté extérieure de l'Etat. »

Art. 42 *bis*. — Il est ajouté au code de justice militaire un article 42 *bis* ainsi conçu :

« Art. 42 *bis*. — Lorsqu'il s'agit d'une infraction punissable de peines correctionnelles, commises par un militaire, l'autorité militaire investie des pouvoirs dévolus par le présent code au général commandant la circonscription territoriale peut, si elle l'estime opportun, après consultation du commissaire du Gouvernement près le tribunal militaire compétent pour connaître de l'affaire, ordonner que l'inculpé sera traduit directement devant le tribunal militaire, sans instruction préalable, sous la réserve qu'il ait été procédé, dans les formes prescrites par la loi, à une enquête préliminaire par l'une des autorités militaires énumérées à l'article 26 du présent code.

« La procédure est réglée, à partir de la délivrance de l'ordre de citation directe devant le tribunal militaire, ainsi qu'il est dit aux paragraphes premier, deuxième et troisième du deuxième alinéa de l'article 179 ci-après.

« Toutefois, la citation est notifiée à l'inculpé trois jours au moins avant la réunion du tribunal militaire.

« L'inculpé est toujours assisté d'un défenseur.

« Tout ce qui concerne la désignation d'un défenseur, la communication de celui-ci avec l'inculpé, le droit de prendre communication du dossier, demeure prescrit à peine de nullité.

« Lorsque, à défaut de choix par l'inculpé, le commissaire du Gouvernement doit désigner un défenseur, cette désignation est faite dans la forme prévue à l'article 46 ci-après.

« En délivrant l'ordre de citation directe devant le tribunal militaire, l'autorité militaire investie des pouvoirs dévolus par le présent code au général commandant la circonscription territoriale peut ordonner que l'inculpé sera incarcéré à la prison militaire ou à la maison d'arrêt du lieu où siège le tribunal militaire. A compter du jour où la citation directe a été délivrée, et jusqu'à la date de l'audience, le président du tribunal militaire aura seul qualité pour statuer sur l'incarcération préventive ou la mise en liberté provisoire de l'inculpé. »

Art. 55. — L'article 55 est remplacé par le texte suivant :

« Art. 55. — En tout état de la procédure d'instruction, le juge d'instruction militaire décide, après avis du commissaire du Gouvernement, si l'inculpé peut être laissé en liberté.

« Dans ce cas, il rend une ordonnance de mise en liberté provisoire, à la charge, par l'inculpé, de se présenter à tous les actes de la procédure, aussitôt qu'il en sera requis, et de se présenter à l'audience. Si l'inculpé manque à cette dernière obligation, l'ordonnance de mise en liberté provisoire est révoquée de plein droit et le tribunal saisi décerne contre lui un mandat d'arrêt.

« L'ordonnance de mise en liberté provisoire est notifiée par le commissaire du Gouvernement au général commandant la circonscription territoriale dont relève l'inculpé.

« Si l'inculpé en liberté provisoire est condamné à l'emprisonnement sans sursis ou à une peine plus grave, le tribunal militaire peut également, aussitôt le prononcé du jugement, décerner contre lui un mandat de dépôt. »

Art. 60. — Le deuxième alinéa de l'article 60 est ainsi complété :

« La durée de chacune de ces périodes peut être portée à dix jours pour les individus inculpés de crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

Art. 61. — L'article 61 du code de justice militaire est complété par l'alinéa suivant qui prend place entre les alinéas 1^{er} et 2 de cet article :

« Toutefois, nonobstant toutes dispositions contraires du présent code, le juge d'instruction militaire saisi d'une infraction aux lois sur la sûreté extérieure de l'Etat pourra, après avis du commissaire du Gouvernement, inculper tous coauteurs ou complices qui seraient découverts, sans avoir à en référer à l'autorité qui a délivré l'ordre d'informer. »

Art. 66, alinéa 2. — Après : « S'il est d'avis que le fait incriminé ne constitue ni crime, ni délit »,

Ajouter :

« Où s'il n'existe pas contre l'inculpé des charges suffisantes. »

Art. 67, alinéa 2, *in fine*. — Remplacer : « L'ordre de mise en jugement ».

Par :

« L'ordre de convocation du tribunal militaire. »

Art. 68. — Remplacer le texte de l'article par le suivant :

« Pour tous les faits incriminés de nature à être punis de la peine de mort ou des peines de la déportation, des travaux forcés, de la détention, de la réclusion le renvoi devant le tribunal militaire ne peut être prononcé que par la chambre des mises en accusation de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège le tribunal militaire.

« Celle-ci est saisie par le procureur général et procède ainsi qu'il est dit au chapitre 1^{er} du titre II du livre II du code d'instruction criminelle.

« Lorsque la chambre d'accusation aura à connaître, soit pour prononcer la mise en accusation, soit pour statuer sur les oppositions prévues aux articles 58 et 66, d'une procédure instruite par un juge d'instruction militaire, un des conseillers sera remplacé par un juge militaire du grade de colonel ou de lieutenant-colonel désigné chaque année et pour chaque ressort de cour d'appel par le général commandant la circonscription territoriale du siège de la cour.

« La chambre des mises en accusation ainsi composée aura, au regard des militaires et assimilés déterminés aux articles 3, 6 et 7 du présent code, les pouvoirs énoncés à l'article 231, deuxième alinéa, du code d'instruction criminelle. »

Art. 71. — Le troisième alinéa de l'article 71 du code de justice militaire est abrogé et remplacé par le suivant :

« Le défenseur peut prendre communication, sans déplacement, ou obtenir copie à ses frais de tout ou partie de la procédure, sans que, néanmoins, la réunion du tribunal militaire puisse en être retardé. Toutefois, il ne pourra être délivré copie des pièces présentant un caractère secret. »

Art. 113, alinéa 4. — Remplacer le quatrième alinéa de l'article 113 par le suivant :

« Si le condamné est membre de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, d'un ordre colonial ou d'un ordre étranger, il est également adressé une expédition au grand chancelier. »

Art. 121. — Ajouter, *in fine*, un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque, postérieurement à une condamnation prononcée par défaut contre un individu insoumis à la loi sur le recrutement de l'armée, le commissaire du Gouvernement près le tribunal militaire qui a statué acquiert la preuve que le condamné défaillant n'était pas, pour une raison quelconque, légalement appelé ou rappelé au service militaire, il peut, dans les mêmes conditions que le condamné défaillant, faire opposition au jugement rendu par défaut. Le tribunal militaire statue à sa prochaine réunion. »

Art. 124. 1^{er} alinéa. — Le premier alinéa de l'article 124 est remplacé par le suivant :

« Art. 124. — En temps de guerre, il y a au moins un tribunal militaire permanent dans chaque région militaire : le siège de ce tribunal militaire est, en principe, au chef-lieu de la région militaire. »

Art. 124. 2^e alinéa. — Le deuxième alinéa de l'article 124 est ainsi complété :

« Ce siège et ce ressort pourront, dans les territoires relevant du ministère des colonies, être modifiés, à la demande du commandant supérieur des troupes dans le territoire, si le déroulement des opérations militaires l'exige, par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur, si le territoire ne relève pas d'un gouvernement général. »

Art. 125, 2^e alinéa, paragraphe 5^o. — Le paragraphe 5^o du deuxième alinéa est ainsi complété :

« Ce siège et ce ressort pourront, dans les territoires rele-

vant du ministère des colonies, être modifiés, à la demande du commandant supérieur des troupes dans le territoire, si le déroulement des opérations militaires l'exige, par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur, si le territoire ne relève pas d'un gouvernement général. »

Art. 156, 9^e alinéa.— Remplacer le neuvième alinéa de l'article 156 par le suivant :

« L'article 10 (alinéas 9 et suivants) et les articles 14, 17, 18, 19, 20, 21, et 22 du présent code sont applicables aux tribunaux militaires ainsi composés, sous les réserves qui précèdent. »

Art 162, alinéa 2.— Au lieu de : « L'article 10 (alinéas 8, 9, 10, 11, 13, 14)... », mettre : « L'article 10 (alinéas 9, 10, 11, 12)... ».

Art. 179, 2^e alinéa, paragraphe 4^e.— Après : « ...et la peine est prononcée à la majorité des voix, » ajouter : « ainsi qu'il est prévu à l'article 91 ».

Art. 185, 3^e alinéa.— Après : « En cas d'insuffisance d'officiers des grades exigés pour la formation des tribunaux militaires de cassation... », ajouter : « prévus au présent chapitre.... ».

Art. 189.— Remplacer les alinéas 5 et 6 par les suivants :

« Les prévôtés connaissent, dans l'étendue du ressort qui leur est imparti par les alinéas qui précèdent, à l'égard de toute personne, militaire ou non, des infractions de simple police.

« Elles ont en outre juridiction :

« 1^o Sur les cantiniers, cantinières, marchands, domestiques et toutes personnes à la suite de l'armée en vertu de permissions ;

« 2^o Sur les vagabonds et gens sans aveu ;

« 3^o Sur les prisonniers de guerre qui ne sont pas officiers ; pour connaître à l'égard des individus ci-dessus désignés, dans l'étendue de leur ressort :

« 1^o Des infractions aux règlements relatifs à la discipline ;

« 2^o De toute infraction dont la peine ne peut excéder un an de prison et 200 fr. d'amende ou l'une de ces deux peines ;

« 3^o Des demandes de dommages-intérêts qui n'excèdent pas 1.500 fr. lorsqu'elles se rattachent à une infraction de leur compétence.

« Les décisions des prévôtés ne sont susceptibles ni d'opposition, ni d'appel. »

Art. 208, alinéa 4.— Remplacer l'alinéa 4 par le suivant :

« Si, par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, les violences prévues aux alinéas précédents constituent l'une des infractions réprimées par les articles 231 et 233 du code pénal, elles seront punies des peines portées auxdits articles, lorsque ces peines seront supérieures à celles prévues aux alinéas précédents. »

Art. 217.— Supprimer les troisième et quatrième alinéas.

Art. 222.— Supprimer le deuxième alinéa.

Art. 250, alinéa 4.— Remplacer l'alinéa 4 par le suivant :

« Les peines prononcées par les tribunaux militaires commencent à courir du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

« Toutefois, si le condamné a subi de la détention préventive, la durée de cette détention est intégralement déduite de la peine prononcée, à moins que le jugement n'ait ordonné par disposition spéciale et motivée, que cette imputation n'ait point lieu ou qu'elle n'ait lieu que pour partie.

« En ce qui concerne la détention préventive comprise en-

tre la date du jugement et le moment où la condamnation devient irrévocable, elle sera toujours imputée dans les deux cas suivants :

« 1^o Si le condamné n'a pas exercé de voies de recours contre le jugement ;

« 2^o Si, ayant exercé un recours, sa peine a été réduite à la suite de son pourvoi. »

Art. 250, alinéa 5.— Le cinquième alinéa est remplacé par le suivant :

« Pour l'exécution des peines prononcées contre des militaires, tant par les tribunaux militaires que par les tribunaux de droit commun, est réputé détention préventive le temps pendant lequel l'individu a été privé de sa liberté sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, y compris le temps pendant lequel il a été, par mesure disciplinaire, privé de sa liberté pour le même motif. »

Art. 253, alinéa 4.— Le quatrième alinéa est remplacé par le suivant :

« Toutefois, la peine de la destitution est remplacée à leur égard par un emprisonnement d'un an à cinq ans. »

Art. 2.— Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres avant le 31 décembre 1939, conformément à la loi du 19 mars 1939.

Art. 3.— Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des colonies et le ministre de l'air sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

DÉCRET portant ouverture de crédits supplémentaires pour les
Établissements français d'Océanie (exercice 1938).

(Du 2 août 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Établissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 25 février 1938 approuvant le budget local des Établissements français de l'Océanie pour l'exercice 1938 ;

Vu l'arrêté n° 475 A.G.F. du 13 mai 1939 du Gouverneur

des Établissements français de l'Océanie portant ouverture d'un crédit supplémentaire,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé l'arrêté n° 475 A.G.F. susvisé en date du 13 mai 1939 du Gouverneur des Établissements français de l'Océanie portant ouverture, au titre du budget local de l'exercice 1938, d'un crédit supplémentaire s'élevant à 661.383 fr. 50 au chapitre XVII, article 1^{er}, paragraphe 2.

Art. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ce crédit par les voies et moyens de l'exercice 1938.

Art. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Mercy-le-Haut, le 2 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

TABLEAU des contributions patronales et cotisations des marins aux caisses d'assurance de l'Etablissement National des Invalides, perçues dans les Etablissements Français de l'Océanie.

Références : Décret-loi du 17 juin 1938, promulgué et publié dans la Colonie au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie du 15 août 1938, page 320.

Textes applicables "de facto" :

Loi du 22 juillet 1937 J.O.R.F. du 23 juillet 1937, page 8330;

Art. 149 de la loi des finances du 31 décembre 1937 J.O.R.F. du 1^{er} janvier 1938, page 75;

Instruction générale du 21 décembre 1938 pour l'application du décret-loi du 17 juin 1938, page 68.

I. — Bateaux armés à la pêche au large, à la navigation côtière ou à la petite pêche dont le propriétaire ou tous les co-propriétaires sont embarqués.

Membres de l'équipage	Bateaux ne dépassant pas 30 tonneaux de jauge							Bateaux de plus de 30 tonneaux sans dépasser 35						
	Caisse de Retraites			Caisse générale de Prévoyance			Total général	Caisse de Retraites			Caisse générale de Prévoyance			Total général
	Contribution	Cotisation	Total	Contribution	Cotisation	Total		Contribution	Cotisation	Total	Contribution	Cotisation	Total	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Propriétaire embarqué	0 00	5 00	5 00	1 50	2 00	3 50	8 50 %	0 000	5 00	5 000	1 50	2 00	3 50	8 500 %
Marin français.....	0 00	5 00	5 00	3 00	2 00	5 00	10 00 %	2 125	5 00	7 125	5 00	2 00	7 00	14 125 %
Indigène.....	0 00	0 00	0 00	3 00	2 00	5 00	5 00 %	2 125	0 00	2 125	5 00	2 00	7 00	9 125 %
Etranger	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00 %	4 625	0 00	4 625	0 00	0 00	0 00	4 625 %

II. — Tous autres bâtiments.

Services comportant embarquement

Services ne comportant pas embarquement

Propriétaire embarqué	0 00	5 00	5 00	1 50	2 00	3 50	8 50 %	0 00	5 00	5 00	1 00	1 00	2 00	7 00 %
Marin français.....	4 25	5 00	9 25	5 75	2 00	7 75	17 00 %	4 25	5 00	9 25	1 00	1 00	2 00	11 25 %
Indigène	4 25	0 00	4 25	5 75	2 00	7 75	12 00 %	4 25	0 00	4 25	1 00	1 00	2 00	6 25 %
Etranger.....	9 25	0 00	9 25	0 00	0 00	0 00	9 25 %	»	»	»	»	»	»	»

Textes officiels publiés à titre d'information.

✕ Décret relatif au contrôle de la presse étrangère.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 6 mai 1939.

Monsieur le Président,

Le contrôle de la presse étrangère est exercé au moyen d'une procédure administrative qui permet, aux termes de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, d'interdire la circulation, la vente et la distribution en France des journaux ou écrits périodiques publiés à l'étranger.

La loi du 22 juillet 1895 a rendu ces dispositions applicables aux publications périodiques publiées en France en langue étrangère.

Or, cette réglementation présente de graves lacunes en raison desquelles il est difficile de remédier efficacement aux propagandes subversives menées dans notre pays par la voie de la presse étrangère.

D'une part, en effet, aucune mesure administrative n'est légalement possible à l'égard des publications étrangères non périodiques qui peuvent cependant présenter tout autant que la presse périodique de sérieux inconvénients pour l'ordre public.

D'autre part, la loi de 1881, tout en faisant reposer le contrôle de la presse étrangère sur la désignation du lieu de publication, ne donne aucune définition juridique de ce qu'il faut entendre par « publication d'un écrit ».

Or, la publication d'un écrit est une opération complexe qui comprend à la fois des éléments d'ordre matériel (impression, distribution...) et des éléments d'ordre intellectuel (direction, rédaction).

En cet état de choses, des publications subversives notoirement étrangères, dont la direction et la rédaction sont situées hors de nos frontières sont, dans le but d'échapper au contrôle institué par l'article 14 de la loi de 1881, imprimées en langue française, sur notre territoire.

Il s'ensuit que, par ce subterfuge, l'administration se trouve dans l'impossibilité légale de déterminer leur nationalité, et par suite d'agir à leur encontre.

L'impérieuse nécessité de remédier, dans un but d'ordre public et de défense nationale à ces inconvénients a conduit le Gouvernement à élaborer le présent texte qui, tout en renforçant, dans un cadre juridique rigoureux, le régime des publications étrangères, respecte entièrement, en ce qui concerne la presse française, la liberté fondamentale qui a été déterminée par la loi du 29 juillet 1881.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint, qui tend à modifier l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des affaires
étrangères,*

GEORGES BONNET.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

✕ DÉCRET

(Du 6 mai 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur, du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des affaires étrangères ;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, complété par la loi du 22 juillet 1895, est modifié comme suit :

Art. 14. — La circulation, la distribution ou la mise en vente en France des journaux ou écrits périodiques ou non, rédigés en langue étrangère peut être interdite par décision du ministre de l'intérieur.

Cette interdiction peut également être prononcée à l'encontre des écrits de provenance étrangère rédigés en langue française, imprimés à l'étranger ou en France.

Lorsqu'elles sont faites sciemment, la mise en vente, la distribution ou la reproduction des écrits interdits, sont punies d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 500 à 5.000 fr.

Il en est de même de la reprise de la publication d'un écrit interdit, sous un titre différent. Toutefois, en ce cas l'amende est portée de 1.000 à 10.000 fr.

Il est procédé à la saisie administrative des exemplaires et des reproductions des écrits interdits, et de ceux qui en reprennent la publication sous un titre différent.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 6 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, minis-
tre de la défense nationale et
de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BONNET.

Listes d'aptitude à l'emploi de fondé de pouvoirs de trésoreries coloniales (année 1939).

Trésorerie des Etablissements français de l'Océanie.

M. Didelot (Roger), payeur de 1^{re} classe.

Approuvé :

Paris, le 20 juillet 1939.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 938 a.g.f., *annulant un ordre de recette.*

(Du 28 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordre de recette émis le 30 août 1939, sous le n° 719 contre M. Brisson Emile, pour frais d'hospitalisation ;

Vu le rapport détaillé en date du 26 juin 1939, ensemble les certificats du chef de la circonscription administrative des Tuamotu et du médecin-capitaine Brault en date du 8 septembre 1939 ;

Vu l'article 79 de la loi du 13 décembre 1926, portant code du travail maritime ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'ordre de recette émis le 30 août 1939, sous le n° 719, contre M. Brisson Emile, pour frais d'hospitalisation est annulé ;

Les écritures administratives et comptables du service local seront rectifiées en conséquence.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 939 a.g.f., *allouant une indemnité forfaitaire de déplacement.*

(Du 28 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 2203 a.g.f., du 31 décembre 1938, fixant les indemnités forfaitaires de déplacement, approuvé par dépêche ministérielle n° 423 s., du 22 février 1939 ;

Vu la décision n° 665 c., du 3 juillet 1939, nommant le médecin capitaine Pujo (Jean) des Troupes coloniales, Chef de la circonscription administrative des Iles Marquises ;

Vu le procès-verbal de prise de service de l'intéressé, en date du 14 août 1939 ;

Considérant que le médecin capitaine Pujo (Jean) est chargé de l'assistance médicale des Groupes Nord-Ouest et Sud-Est ;

Sur la demande de l'intéressé et la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — A compter du 14 août 1939, il est alloué au médecin capitaine des Troupes coloniales Pujo (Jean), Chef de la circonscription administrative des Iles Marquises, une indemnité forfaitaire annuelle de déplacement de *Cinq mille huit cents francs* (5.800 fr.), conformément au tableau annexé à l'arrêté n° 2203 a.g.f., du 31 décembre 1938.

Art. 2. — Le bénéficiaire de la présente décision devra faire connaître semestriellement, en janvier et juillet de chaque année pour le semestre écoulé, la première fois en juillet 1940 : le moyen habituel de déplacement utilisé ; le nombre de jours de tournées et le nombre de kilomètres parcourus. Le défaut de production de ces renseignements entraînera la suspension de l'ordonnancement trois mois plus tard : le 1^{er} avril ou 1^{er} octobre.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Chef de la Circonscription administrative des Iles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 942 j., *accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à M. Chevrier Georges, Alfred.*

(Du 28 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 15 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ;

Vu la demande présentée par M. Chevrier Georges, Alfred et tendant à obtenir dispense de la production de son acte de naissance tel qu'il est prévu à l'art. 70 du Code Civil ;

Vu les pièces produites à l'appui de la requête ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance en date du 28 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dispense de la production de son acte de naissance tel qu'il est prévu à l'art. 70 du Code Civil, est accordée à M. Chevrier Georges, Alfred, né à Rochefort (Charente-Inférieure), le 2 mars 1899, fils de Louis, Marie et de Marie, Georgette Giraudeau, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Mairei Arai Ahutoru.

Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 943 j.

(Du 28 septembre 1939.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la Dame Raymond Gérard, née à Paris, 14^e, le 28 octobre 1910, fille de Edouard, Charles et de Madeleine, Geneviève Gavard, à l'effet de contracter mariage avec M. Michel Vadurel.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 944 j.

(Du 28 septembre 1939.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la Dame Vahinearo a Puni, née à Fiti (Huahine), le 2 octobre 1889, fille de Puni et de Pivai, à l'effet de contracter mariage avec M. Tihoni a Ropati.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 945 j.

(Du 28 septembre 1939.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Hinarai a Taea, né à Borabora, en 1897, fils de Temarii a Taea et de Teharati a Mauarii, à l'effet de contracter mariage avec la Dame Matira a Taha.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 946 j.

(Du 28 septembre 1939.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense d'âge est accordée à M. Paul Tauaea a Moe, né à Faaa, le 24 juin 1922, fils de Teraiefa a Moe et de Tinitua a Maurirere, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Tevahinearaitua a Maiti.

Dispense d'âge est accordée à la Demoiselle Tevahinearaitua a Maiti, née à Papetoai (Moorea), le 23 janvier 1925, fille de Tafi a Maiti et de Tevaruahitirere a Taupua, à l'effet de contracter mariage avec M. Paul Tauaea a Moe.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 947 j.

(Du 28 septembre 1939.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Nicolaus Lighthart, né à Sheboygan, Etat de Wisconsin, le 10 octobre 1900, fils de Nicolaus Lighthart et de Francisca Alderlieste, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Mata a Uraore.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 948 a.g.f., relatif aux titres des fonctionnaires et agents d'autorité.

(Du 28 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents,

Vu l'arrêté n° 961 a.g.f., du 15 novembre 1935, donnant aux

fonctionnaires chargés de l'administration dans les îles, les titres de "Chef de circonscription administrative" ou de "Chef de poste administratif";

Considérant que l'arrêté susvisé a donné lieu à des divergences d'interprétation et ne répond plus à la situation actuelle de certains fonctionnaires et agents;

Sur le rapport du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances;

Le Conseil Privé entendu le 28 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté susvisé, du 15 novembre 1935, est rapporté.

Art. 2. — Les fonctionnaires ou agents, même auxiliaires, civils ou militaires, qui exercent définitivement, sous l'autorité directe du Gouverneur, ou sous l'autorité d'un Chef de circonscription ne résidant pas lui-même dans la circonscription, des fonctions d'autorité, portent seuls le titre de "Chef de circonscription" ou de "Chef de poste".

Art. 3. — Les circonscriptions ou postes administratifs, dans les Etablissements français de l'Océanie, sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

ZONE TERRITORIALE d'autorité	RÉSIDENCE DU CHEF de circonscription ou de poste
Circonscriptions	
Tahiti et dépendances	Papeete (Tahiti)
Iles Sous-le-Vent	Uturoa (Raïatea)
Tuamotu-Gambier	Papeete (Tahiti)
Marquises	Taïohae (Nuku-Hiva) X
Iles Australes	Moerai (Rurutu)
Poste	
Gambier	Rikitea (Mangareva)

Art. 4. — Tous arrêtés ou décisions, généraux ou individuels, antérieurs au présent arrêté, sont abrogés en tant qu'ils ont déterminé les titres de certains fonctionnaires ou agents, même auxiliaires, civils ou militaires.

Art. 5. — Les attributions dévolues aux chefs de circonscription et de poste actuels restent ou passent entre les mains des seuls chefs de circonscription et de poste désignés à l'article 3 ci-dessus.

Art. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 950 a.p.e., interdisant au sieur Aliti a Manutahi, sujet des Iles Sous-le-Vent le séjour des Iles relevant de la Circonscription administrative de Tahiti et Dépendances.

(Du 28 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 24 mai 1932, autorisant le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie à interdire l'accès et le séjour de certaines îles aux personnes qui ne sont pas originaires de ces îles;

Vu le rapport n° 542 s.r.p. du 11 août 1939 du Chef du Service de la Sûreté ;

Vu le rapport en date du 22 août 1939 du Président du Conseil de district de Teahupoo, appuyé de plusieurs témoignages ;

Considérant que le sieur Atiti a Manutahi, âgé de 37 ans, né à Tahaa Iles sous-le-Vent, ne cesse pas ses habitudes d'intempérance et de violence d'être une cause de désordre dans le district et de crainte constante pour ses habitants ;

Considérant que le dit Atiti a Manutahi, individu dangereux, s'est rendu indésirable dans le pays qui l'a recueilli ;

Sur la proposition du Chef du Service des Affaires Politiques et Economiques ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 septembre 1939 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'accès et le séjour des îles relevant de la Circonscription administrative de Tahiti et dépendances sont désormais interdits au sieur Atiti a Manutahi, sujet des Îles sous-le-Vent.

Art. 2. — Il est imparté un délai de quinze jours après notification au dit Atiti a Manutahi pour se conformer aux dispositions du présent arrêté dont les infractions seront constatées, poursuivies et réprimées par application de l'article 2 du décret susvisé de 24 mai 1932.

Art. 3. — Le Chef des Affaires Politiques et Economiques et de la Circonscription de Tahiti et Dépendances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 951 a.p.e., déterminant le taux de l'intérêt des prêts à court terme, des prêts à moyen terme et des prêts à long terme de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel.

(Du 28 septembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 13 décembre 1932 relatif à l'organisation du Crédit Agricole Mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 705 du 14 novembre 1933 déterminant certaines modalités d'exécution du décret susvisé du 13 décembre 1932 ;

Sur la proposition du Conseil d'administration de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le taux d'intérêt des prêts prévu à l'article 14 du décret susvisé du 13 décembre 1932 est fixé à 4 % pour les prêts à court terme et pour les prêts à moyen terme.

Art. 2. — Le taux d'intérêt des prêts individuels à long terme prévu à l'article 15 du même décret est fixé à 4 %.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté et notamment les articles 2 et 3 de l'arrêté susvisé du 14 novembre 1933 sont abrogées.

Art. 4. — Le Président du Conseil d'administration de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 952 a.p.e., prononçant l'expulsion du sieur Langley John, sujet anglais et de son épouse née Edith Jane Cooksley, canadienne.

(Du 28 septembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 2 de la loi du 29 mai 1874, qui rend applicable aux colonies la loi du 3 décembre 1849 sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France, et notamment l'article 7 de ladite loi ;

Vu le décret du 4 décembre 1903 relatif à l'immatriculation des étrangers et leur séjour dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrivée à Papeete, le 26 novembre 1936, des époux Langley et leur établissement subséquent dans le district de Paea, Tahiti ;

Considérant l'attitude nettement anti-française de ces deux étrangers, qui s'est traduite à plusieurs reprises par des propos défaitistes, ne laissant aucun doute sur leurs sentiments germanophiles ;

Considérant les atteintes qu'ils peuvent porter au prestige français par leur propagande anti-patriotique ;

Vu le départ de la Colonie, par "Commissaire Ramel" le 15 septembre 1939, des dits époux Langley ;

Sur le rapport du Chef du Service des Affaires Politiques et Economiques ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est interdit au sieur Langley (John) de nationalité anglaise et à sa femme née Edith, Jane Cooksley, canadienne, de résider dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Il est en conséquence enjoint à tous transporteurs de s'opposer à l'embarquement à destination de la Colonie des dits époux Langley, sous peine d'être tenus à les réembarquer par le même bateau qui leur aurait illégalement donné passage.

Art. 3. — Toute infraction au présent arrêté sera punie conformément à la loi.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 953 co., autorisant M. M. le Trésorier-Payeur et le Préposé du Trésor à faire emploi dans leurs écritures du montant de divers dégrèvements accordés sur les exercices 1936, 1937 1938 et 1939.

(Du 28 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881, articles 43, 44 et 45 et le décret financier du 30 décembre 1912, articles 173, 174 et 177 ;

Vu l'arrêté n° 591 c., promulguant dans la Colonie le décret du 3 juin 1935, modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la Colonie ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1936, promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt des prestations ;

Vu l'arrêté municipal n° 67 du 6 janvier 1939 créant 5 centimes additionnels ordinaires et 5 centimes additionnels extraordinaires sur les patentes, la contribution foncière (propriété bâtie), le droit fixe et le droit supplémentaire à la patente à laquelle sont assujettis les Asiatiques étrangers dans la Commune de Papeete ;

Vu les arrêtés 1050 a.g.f., 1259 a.g.f., 1447 a.g.f. et 2171 a.g.f. des 28 novembre 1935, 29 décembre 1936, 28 décembre 1937 et 20 décembre 1938 approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1936, 1937 1938 et 1939 ;

Vu le rapport du Chef du Service des Contributions et l'avis conforme de M. le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 28 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M.M. le Trésorier-Payeur et le Préposé du Trésor à Uturoa sont autorisés à faire emploi dans leurs écritures du montant des dégrèvements accordés à divers contribuables sur les exercices 1936, 1937, 1938 et 1939, s'élevant à la somme de : *Vingt neuf mille deux cent quarante neuf francs quatre vingt treize centimes*, savoir :

Perception de Tahiti.

Ordre n° 1.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1936.....	50 25
Ordre n° 2.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1937.....	465 75
Ordre n° 3.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1938.....	279 75

Perception de Raiatea-Tahaa.

Ordre n° 4.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1938.....	772 83
Ordre n° 5.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939.....	4.267 06
Ordre n° 6.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1939.....	450 75

Perception de Tahiti.

Ordre n° 7.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939.....	23.271 79
Ordre n° 8.— Etat de cotes irrécouvrables, Exercice 1939.....	251 25

Commune de Papeete.

Ordre n° 9.— Etat de cotes indûment imposées, Exercice 1939.....	40 50
Total.....	29.249 93

Art. 2. — Les ordonnances de "remise et modération" de "décharge et réduction" seront mises à l'appui de leur comptabilité.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Chef du Service des Contributions sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 954 co., rendant exécutoires des rôles principaux et supplémentaires de l'impôt des routes, de l'impôt sur la propriété bâtie, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle du 10 % C.C. de la taxe sur les voitures et les chiens, du droit fixe et du droit supplémentaire sur les Asiatiques, pour les années 1936, 1937, 1938 et 1939.

(Du 28 septembre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 108 c. du 29 janvier 1936 promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt de la prestation rurale ;

Vu l'arrêté n° 591 c., du 19 juillet 1935 promulguant dans la Colonie le décret du 5 juin 1935, modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la Colonie ;

Vu les arrêtés 1050 a.g.f., 1259 a.g.f. 1447 a.g.f., et 2171 a.g.f. des 28 novembre 1935, 29 décembre 1936, 28 décembre 1937 et 20 décembre 1938 approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1936, 1937, 1938 et 1939 ;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 28 septembre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont rendus exécutoires les rôles principaux et supplémentaires pour les années 1936, 1937, 1938 et 1939 s'élevant à la somme de : *Cent cinquante trois mille sept cent quatre vingt six francs*, savoir :

PERCEPTION DES TUAMOTU.

Rôles principaux Ex. 1936.

District de Tikahau.

Impôt des routes.....	500 »
Taxe sur les chiens.....	60 »
Avis.....	3 50
	563 50

District de Niau.

Impôt des routes.....	100 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Avis.....	0 75
	115 75

District de Hikueru.

Impôt des routes.....	100 »
Taxe sur les chiens.....	30 »
Avis.....	0 75
	130 75

District de Marokau.

Impôt des routes.....	400 »
Avis.....	2 »
	402 »

Total de la perception des Tuamotu ex. 1936..... 1.212 »

PERCEPTION DES TUAMOTU.

Rôles principaux Ex. 1937.

District de Tikahau.

Impôt des routes.....	900 »
Propriété bâtie.....	30 »
Taxe sur les voitures.....	20 »
Taxe sur les chiens.....	120 »
Avis.....	6 75

1.076 75

District de Rangiroa.

Impôt des routes.....	350 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Avis.....	1 75

366 75

District de Apataki.

Patentes fixes.....	42 50
Patentes proportionnelles.....	32 50
Formules et avis.....	10 25

85 25

District de Arutua.

Impôt des routes.....	100 »
Patentes fixes.....	60 »
Patentes proportionnelles.....	50 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Formules et avis.....	6 »

231 »

District de Niau.

Impôt des routes.....	300 »
Patentes fixes.....	50 »
Patentes proportionnelles.....	20 »
Taxe sur les voitures.....	20 »
Taxe sur les chiens.....	180 »
Formules et avis.....	14 50

584 50

District de Kaukura.

Impôt des routes.....	50 »
Propriété bâtie.....	420 »
Taxe sur les chiens.....	165 »
Formules et avis.....	7 75

642 75

District de Faaite.

Impôt des routes.....	150 »
Avis.....	0 75

150 75

District de Taenga.

Impôt des routes.....	50 »
Patentes fixes.....	120 »
Formules et avis.....	5 50

175 50

District de Hikueru.

Impôt des routes.....	4.900 »
Patentes fixes.....	3.050 »
Patentes proportionnelles.....	1.247 25
Taxe sur les chiens.....	150 »
Droit fixe.....	400 »
Droit supplémentaire.....	3.000 »
Formules et avis.....	305 25

13.052 50

District de Marokau.

Impôt des routes.....	1 330 »
Patentes fixes.....	185 »
Patentes proportionnelles.....	150 »
Droit fixe.....	40 »
Droit supplémentaire.....	800 »
Formules et avis.....	22 50

2.547 50

District de Amanu.

Impôt des routes.....	50 »
Avis.....	0 25

50 25

District de Pukarua.

Impôt des routes.....	50 »
Patentes fixes.....	60 »
Patentes proportionnelles.....	50 »
Droit fixe.....	10 »
Droit supplémentaire.....	300 »
Avis.....	0 25

470 25

District de Reao.

Impôt des routes.....	250 »
Avis.....	1 25

251 25

Total de la perception des Tuamotu ex. 1937..... 19.685 »

PERCEPTION DES TUAMOTU.

Rôles principaux Ex. 1938.

District de Tikahau.

Impôt des routes.....	3.900 »
Propriété bâtie.....	40 »
Patentes fixes.....	822 50
Patentes proportionnelles.....	385 »
Taxe sur les chiens.....	45 »
Droit fixe.....	80 »
Droit supplémentaire.....	2.040 »
Formules et avis.....	62 50

7.375 »

District de Rangiroa.

Impôt des routes.....	6.300 »
Patentes fixes.....	2.465 »
Patentes proportionnelles.....	1.505 »
Taxe sur les voitures.....	880 »
Taxe sur les chiens.....	195 »
Droit fixe.....	500 »
Droit supplémentaire.....	7.420 »
Formules et avis.....	155 25

19.420 25

District de Apataki.

Impôt des routes.....	1.450 »
Patentes fixes.....	570 »
Patentes proportionnelles.....	432 50
Taxe sur les chiens.....	195 »
Droit fixe.....	60 »
Droit supplémentaire.....	1.500 »
Formules et avis.....	73 25

4.280 75

District de Arutua.

Impôt des routes.....	1.700 »
Patentes fixes.....	315 »
Patentes proportionnelles.....	160 »
Taxe sur les chiens.....	90 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	720 »
Formules et avis.....	25 50

3.030 50

District de Niau.

Impôt des routes.....	2.650 »
Patentes fixes.....	868 75
Patentes proportionnelles.....	585 »
Taxe sur les voitures.....	580 »
Taxe sur les chiens.....	180 »
Droit fixe.....	100 »
Droit supplémentaire.....	1.270 »
Formules et avis.....	82 75

6.316 50

District de Kaukura.

Impôt des routes.....	2.950 »
Propriété bâtie.....	60 »
Patentes fixes.....	1.090 »
Patentes proportionnelles.....	533 35
Taxe sur les chiens.....	285 »
Droit fixe.....	100 »
Droit supplémentaire.....	3.660 »
Formules et avis.....	103 75

8.782 10

District de Faaite.

Impôt des routes.....	950 »
Patentes fixes.....	120 »
Patentes proportionnelles.....	100 »
Taxe sur les chiens.....	60 »
Droit fixe.....	40 »
Droit supplémentaire.....	600 »
Formules et avis.....	10 75

1.880 75

District de Taenga.

Impôt des routes.....	800 »
Taxe sur les chiens.....	30 »
Avis.....	4 25

834 25

District de Nihiru.

Impôt des routes.....	350 »
Avis.....	1 75

351 75

District de Hikueru.

Impôt des routes.....	1.600 »
Patentes fixes.....	852 50
Patentes proportionnelles.....	356 15
Droit fixe.....	95 »
Droit supplémentaire.....	1.580 »
Formules et avis.....	97 25

4.580 90

District de Marokau.

Impôt des routes.....	1.350 »
Patentes fixes.....	160 »
Patentes proportionnelles.....	140 »
Droit fixe.....	40 »
Droit supplémentaire.....	800 »
Formules et avis.....	17 25

2.507 25

District de Amanu.

Impôt des routes.....	2.600 »
Patentes fixes.....	672 50
Patentes proportionnelles.....	360 »
Taxe sur les chiens.....	30 »
Droit fixe.....	40 »
Droit supplémentaire.....	1.150 »
Formules et avis.....	87 25

4.939 75

District de Tatakoto.

Impôt des routes.....	3.200 »
Patentes fixes.....	37 50
Patentes proportionnelles.....	10 »
Taxe sur les chiens.....	165 »
Formules et avis.....	23 75

3.436 25

District de Pukarua.

Impôt des routes.....	1.850 »
Patentes fixes.....	120 »
Patentes proportionnelles.....	100 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	600 »
Formules et avis.....	14 50

2.704 50

District de Reao.

Impôt des routes.....	3.150 »
Patentes fixes.....	390 »
Patentes proportionnelles.....	100 »
Formules et avis.....	31 50

3.671 50

Total de la perception des Tuamotu ex. 1938..... 74.112 »

PERCEPTION DES TUAMOTU.

Rôles principaux Ee. 1939.

District de Kaukura.

Impôt des routes.....	2.550 »
Patentes fixes.....	902 50
Patentes proportionnelles.....	1.050 »
Taxe sur les chiens.....	210 »
Droit fixe.....	100 »
Droit supplémentaire.....	3.000 »
Formules et avis.....	73 75

7.886 25

District de Tikahau.

Impôt des routes.....	3.750 »
Propriété bâtie.....	20 »
Patentes fixes.....	700 »
Patentes proportionnelles.....	340 »
Taxe sur les chiens.....	45 »
Droit fixe.....	80 »
Droit supplémentaire.....	1.920 »
Formules et avis.....	46 »

6.901 »

District de Rangiroa.

Impôt des routes.....	2.800 »
Patentes fixes.....	3.550 »
Patentes proportionnelles.....	1.520 25
Taxe sur les voitures.....	360 »
Taxe sur les chiens.....	75 »
Droit fixe.....	380 »
Droit supplémentaire.....	7.220 »
Formules et avis.....	104 »

16.009 25

District de Apataki.

Impôt des routes.....	1.000 »
Patentes fixes.....	527 50
Patentes proportionnelles.....	325 »
Taxe sur les chiens.....	210 »
Droit fixe.....	40 »
Droit supplémentaire.....	1.320 »
Formules et avis.....	39 25

3.461 75

District de Arutua.

Impôt des routes.....	1.700 »
Patentes fixes.....	375 »
Patentes proportionnelles.....	160 »
Taxe sur les chiens.....	180 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	720 »
Formules et avis.....	27 »

3.482 »

District de Niau.

Impôt des routes.....	700 »
Patentes fixes.....	923 75
Patentes proportionnelles.....	660 »
Taxe sur les voitures.....	260 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Droit fixe.....	60 »
Droit supplémentaire.....	1.425 »
Formules et avis.....	36 50

4.080 25

District de Taenga.

Impôt des routes.....	600 »
Avis.....	3 »

603 »

District de Faaite.

Impôt des routes.....	800 »
Patentes fixes.....	132 50
Patentes proportionnelles.....	115 25
Droit fixe.....	40 »
Droit supplémentaire.....	600 »
Formules et avis.....	14 50

1.702 25

District de Nihiru.

Impôt des routes.....	600 »
Patentes fixes.....	60 »
Formules et avis.....	8 25

668 25

District de Hikueru.

Impôt des routes.....	100 »
Patentes fixes.....	60 »
Patentes proportionnelles.....	50 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	300 »
Formules et avis.....	5 75

535 75

District de Marokau.

Impôt des routes.....	1.050 »
Patentes fixes.....	120 »
Patentes proportionnelles.....	100 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	600 »
Formules et avis.....	10 50

1.900 50

District de Amanu.

Impôt des routes.....	550 »
Patentes fixes.....	257 50
Patentes proportionnelles.....	155 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	600 »
Formules et avis.....	34 50

1.632 »

District de Talakoto.

Impôt des routes.....	3.400 »
Patentes fixes.....	75 »
Patentes proportionnelles.....	20 »
Taxe sur les chiens.....	150 »
Formules et avis.....	29 50

3.674 50

District de Reao.

Impôt des routes.....	1.700 »
Patentes fixes.....	390 »
Patentes proportionnelles.....	100 »
Formules et avis.....	24 25

2.214 25

District de Pukarua.

Impôt des routes.....	1.000 »
Patentes fixes.....	60 »
Patentes proportionnelles.....	50 »
Droit fixe.....	10 »
Droit supplémentaire.....	300 »
Formule et avis.....	40 25

1.430 25

Total de la perception des Tuamotu ex. 1939..... 33.881 25

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle supplémentaire 2^{me} trimestre 1939

de Moorea.

Patentes fixes.....	292 50
Taxe additionnelle 10 % C. C.	29 25
Avis.....	3 25

Total de la perception de Tahiti ex. 1939..... 325 »

PERCEPTION DE HUAHINE.

Rôles supplémentaires 2^{me} trimestre 1939.

Impôt des routes.....	200 »
Patentes fixes.....	1.612 50
Patentes proportionnelles.....	80 »
Droit fixe.....	80 »
Droit supplémentaire.....	540 »
Formules et avis.....	58 25

Total de la perception de Huahine ex. 1939..... 2.570 75

Total général..... 153.786 »

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 955 a.g.f., fixant le statut du personnel de l'Office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation.

(Du 30 septembre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 24 novembre 1937, portant organisation des offices coloniaux et locaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire de la colonie;

Sur la proposition de l'Office colonial des Etablissements français de l'Océanie,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le secrétaire administratif de l'Office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation des Etablissements français de l'Océanie est choisi et nommé, de préférence, parmi les mutilés, combattants, victimes de la guerre ou pupilles de la Nation.

Il est régi par les dispositions de l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire de la colonie.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 septembre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 964 a.g.f., portant attribution d'un excédent de caisse.

(Du 4 octobre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu l'arrêté 265 s.g. du 10 avril 1931 réorganisant les fonctions de comptable dans la Colonie, notamment l'article 7, § in fine ;

Vu la lettre n° 1984/387 du Trésorier-Payeur de la Colonie ;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est attribué au profit du Service local l'excédent d'encaisse de : *neuf cent cinquante francs vingt cinq centimes* (950 frs 25) constaté dans les écritures du gérant de comptes du Trésor d'Atuona, et ressortant à la date du 31 juillet 1939.

Art. 2. — La recette en sera constatée au chapitre 4 du budget local, exercice 1939, au titre : "Recettes imprévues".

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera et publiée au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 4 octobre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 969 a.p.e., *relatif au tarif de vente au détail des denrées de première nécessité.*

(Du 7 octobre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies et notamment les articles 10 et 30 de ce décret ;

Vu la liste des prix maxima de vente au détail arrêtée par la commission de répression de la hausse des prix à la date du 8 septembre 1939 ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 6 octobre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est homologué le tarif dressé par la Commission de répression de la hausse des prix, le 8 septembre 1939, portant taxation des prix de vente au détail des denrées de première nécessité.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 octobre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

LISTE

des prix maxima de vente au détail arrêtés par la Commission de répression de la hausse des prix à la date du 8 septembre 1939.

Produits du cru :

Lait frais	2 fr. 25 le litre nu
Viande fraîche suivant morceaux :	
Bœuf : filet mignon	40 fr. le kilo
1 ^{re} qualité	14 fr. 50 —
2 ^{me} qualité	8 fr. —
Veau : morceau de choix paré	20 fr. —
1 ^{re} qualité	16 fr. —
2 ^{me} qualité	10 fr. —
Porc : 1 ^{re} qualité	11 fr. 50 —
2 ^{me} qualité	8 fr. —
Café vert décortiqué	9 fr. —
Café grillé	14 fr. —
Sucre Atimaono	3 fr. 75 —
Savon qualité ordinaire	2 fr. 50 —

Produits français.

Huile d'arachide	9 fr. le litre nu
Pâtes alimentaires	2 fr. 75 le pt 250 gr
Savon de Marseille 72 % d'huile	5 fr. le kilo

Produits importés de l'étranger :

Farine	2 fr. 50	le kilo
Pain	2 fr. 60	—
Pommes de terre	3 fr. 75	—
Oignons	5 fr.	—
Riz (bonne qualité)	3 fr. 50	—
Lentilles	7 fr. 50	—
Haricots rouges	5 fr. 50	—
Haricots blancs	6 fr.	—
Pois cassés	6 fr.	—
Gros sel	2 fr.	—
Sel fin	2 f. 50	le sac de 0k 400
Beurre : Nouvelle-Zélande	14 fr. 50	la boîte
Australie	14 fr.	—
Sucre rouge	4 fr.	le kilo
Sucre blanc	4 fr.	—
Bœuf en boîte de 12 ounces	6 fr.	la boîte
Bœuf — d'une livre	7 fr.	—
Bœuf — d'une livre et demie	9 fr.	—
Bœuf — de deux livres	12 fr.	—
Saumon blanc	4 fr.	—
Sardines à la tomate dite "Pilchard"	4 fr.	—
Lait "Nestlé" ou équivalent (condensé non écrémé)	4 fr. 50	—
Vin rouge ordinaire	5 fr. 50	le litre
Vin blanc ordinaire	6 fr. 50	—
Huile d'arachide	9 fr.	le litre nu
Café vert décortiqué	9 fr.	le kilo

Le présent tarif sera majoré :

- de 4 % pour les marchandises vendues dans les districts de Faaa, Punaauia, Paea, Papeara, Pare-Pirae, Arue, Mahina, Papenoo ;
- de 8 % pour les marchandises vendues dans les autres districts de Tahiti ;
- de 8 % pour les produits vendus à Moorea et à Makatea ;
- de 10 % pour les marchandises vendues aux Iles-Sous-le-Vent ;
- de 15 % pour les marchandises vendues à Maiao ;
- de 25 % pour les marchandises vendues aux îles Tuamotu, Marquises, Gambier, et Australes.

Les contraventions seront poursuivies conformément à la loi.

Papeete, le 8 septembre 1939.

*Le Président de la Commission
de la répression de la hausse des prix,*

P. MANO.

VU ET APPROUVÉ :

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 972 a. g. f. *prescrivant retenue de logement par provision et portant modification à l'arrêté n° 411 a. g. f., du 25 avril 1939.*

(Du 7 octobre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté n° 556 a. g. f., du 7 juin 1939;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les fonctionnaires dont les noms suivent subiront une retenue annuelle de logement fixée comme ci-après :

N° d'ordre du logement	Nom et prénoms	Résidence	Retenue annuelle de logement	Observations
89	M ^{lle} Perry (Marianne)...	Amaru (Rimatara).	640 »	p. c. du 11-7-39
97	M. Renard (Maurice)...	Afareaitu (Moorea).	288 »	p. c. du 14-8-39
98	M. Boubée (Jean).....	Pirae (Tahiti)....	840 »	p. c. du 1-9-39

Art. 2. — Sont abrogées, pour compter du 14 août 1939, en ce qui concerne M. Favereau M., demeurant à Afareaitu (Moorea) les dispositions de l'arrêté n° 556 a. g. f., du 7 juin 1939.

Art. 3. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 octobre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 974 p. t. t. portant, à partir du 7 octobre 1939, modification des taxes télégraphiques.

(Du 7 octobre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le Journal Officiel de la République française en date du 9 juillet 1937, publiant le décret relatif à la réalisation d'un ensemble de mesures tendant à assurer le redressement financier (titre IV - Section B article 88 à 96, page 7761);

Vu le Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie numéro spécial en date du 24 février 1937 publiant le décret portant application aux colonies de la Convention et des arrangements de l'Union postale signée au Caire le 20 mars 1934 suivi de la loi du 27 octobre 1936 portant application de la susdite Convention;

Vu le Journal Officiel de la République française en date du 9

juillet 1937 publiant les décrets relatifs à l'exécution de la Convention postale Universelle (page 7775);

Vu le radiotélégramme du Ministre des Colonies en date du 13 juillet 1937;

Vu le radiotélégramme du Ministre des Colonies en date du 14 septembre 1937 approuvant les dispositions nouvelles;

Vu la dépêche ministérielle n° 4806 du 5 octobre 1937;

Vu l'arrêté n° 962 p. t. t. du 28 septembre 1937;

Vu le tableau général des taxes paru au Journal Officiel du 1^{er} décembre 1937;

Vu le radiotélégramme n° 42 P. T. T. en date du 20 avril 1938 du Ministre des Colonies;

Vu l'arrêté n° 455 p. t. t. en date du 28 avril 1938;

Vu le radiotélégramme du Ministre des colonies en date du 16 novembre 1938;

Vu le radiotélégramme du Ministre des Colonies n° C 24 du 28 novembre 1938;

Vu l'arrêté n° 2103 bis p. t. t. en date du 29 novembre 1938;

Vu le radiotélégramme du Ministre des Colonies n° C. 92 en date du 5 octobre 1939;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones et sur l'avis conforme du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 7 octobre 1939,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A partir du 7 octobre 1939 le taux de conversion du franc or pour les taxes télégraphiques est fixé à 11,40 au lieu de 9,8.

Art. 2. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances et le Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 octobre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 975 a. p. e. fixant la composition de la Commission permanente d'expertise du coprah.

(Du 9 octobre 1939.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 17 janvier 1931 réglementant la fabrication, la vente et l'achat du coprah et notamment l'article 5 dudit arrêté;

Sur la proposition du Chef du Service des Affaires Politiques et Economiques et de MM. les Présidents de la Chambre de Commerce et de la Chambre d'Agriculture,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La Commission permanente d'expertise du coprah, prévue par l'article 5 de l'arrêté du 17 janvier 1931 susvisé, sera composée comme suit, pour compter de la date de la présente décision :

MM. le Pharmacien-lieutenant Pétard, *Président*;
Jammet, Vérificateur des Douanes, Chef du Service des douanes;
Céran-Jérusalémy, membre de la Chambre d'agriculture;

Albert Leboncher, membre de la Chambre de commerce.

Avant d'entrer en fonction les membres de ladite commission devront, s'ils ne l'ont déjà fait, prêter le serment requis par la loi.

Art. 2. — La présente décision sera communiquée, publiée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 9 octobre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 977 a.g.f. fixant provisoirement les détails d'application du décret du 1^{er} septembre 1939, instituant des allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation.

(Du 10 octobre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté interministériel, du 27 septembre 1939, concernant les allocations aux familles des mobilisés;

Vu le radiotélégramme ministériel (colonies) n° 135, du 7 octobre 1939;

Sur la proposition du Chef du Service d'Administration Générale et des Finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les allocations militaires aux familles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation sont attribuées dans les conditions prévues par l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, les décret-loi et décret du 1^{er} septembre 1939 et l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939.

Article 2. — Les taux des allocations journalières et des majorations prévues par l'arrêté interministériel, susvisé, pour les familles des militaires résidant dans les Etablissements français de l'Océanie, sont fixés comme suit :

Nature de l'allocation journalière	A Papeete (plus de 5.000 habitants)	En dehors du chef-lieu de la Colonie
Famille dont le soutien est citoyen français.		
Allocation principale.....	8 fr.	7 fr.
Majoration pour enfants âgés de moins de 16 ans, à la charge du soutien de famille.....	4 fr. 50	4 fr. 50
Famille dont le soutien est sujet français.		
Allocation principale.....	3 fr.	2 fr.
Majoration pour enfants âgés de moins de 16 ans, à la charge du soutien de famille.....	1 fr.	1 fr.

Art. 3. — Les dépenses provoquées par l'application du présent arrêté sont imputables au titre du budget général de l'Etat : Ministère de la Santé publique, chapitre 59 : "Allocations aux fa-

milles dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux".

Art. 4. — Le Chef du Service d'Administration Générale et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont les dispositions auront effet à compter du 2 septembre 1939.

Papeete, le 10 octobre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE MIXTE D'UTUROA

ARRÊTÉ accordant à M^{lle} de Balmann (Andréa), une allocation de neuf cents francs.

(Du 14 septembre 1939).

L'ADMINISTRATEUR-MAIRE DE LA COMMUNE MIXTE D'UTUROA, (ILE RAIATEA),

Vu le décret du 17 décembre 1931 créant et organisant la Commune-mixte d'Uturoa;

Vu l'arrêté du 29 avril 1932 déterminant le régime financier de la Commune-mixte d'Uturoa;

Vu les prévisions budgétaires;

La Commission municipale consultée dans la séance du 30 octobre 1938,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Une allocation de *neuf cents francs* (900 frs) est accordée à M^{lle} Andréa de Balmann, pour frais d'études et pour la période comprise entre le 1^{er} novembre 1938 et la date de l'obtention de son diplôme de Docteur en Médecine.

Art. 2. — M^{lle} de Balmann produira à l'appui du paiement, copie de son diplôme.

Art. 3. — La dépense sera imputable au Chapitre 5 article 4 du Budget de la Commune-mixte d'Uturoa pour l'exercice 1939.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Uturoa, le 14 septembre 1939.

PERRIN.

APPROUVÉ :

Le Gouverneur,
CHASTENET DE GÉRY.

COMMUNE DE PAPEETE

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° 120., interdisant l'accès des locaux, aménagements et cour de l'école communale de Paofai à certaines personnes étrangères au Service.

(Du 5 octobre 1939.)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE PAPEETE, (ILE TAHITI),

Vu les articles 32 § 5 et 33 du décret du 8 mars 1879 organisant la Commune de Nouméa et rendu applicable à la Commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890.

Vu l'arrêté n° 562 a.g.f. du 7 juin 1939 concédant à titre gratuit à la Commune de Papeete un immeuble à usage d'école appartenant à la Colonie;

Vu le procès-verbal de remise de cette école à la Commune en date du 19 juin 1939;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'accès des locaux, aménagements et cour de l'école communale de Paofai est formellement interdit à toute personne qui n'y sera naturellement autorisée de par sa fonction ou sa qualité d'élève.

Art. 2. — Les contrevenants au présent arrêté seront poursuivis conformément à la loi (art. 471 § 15 et 474 du code pénal)

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1939.

Le Maire,

G. RAMBRIDGE.

APPROUVÉ :

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET.

1. — *Par décision n° 956 du 30 septembre 1939.* — Madame Rougier (Emilienne) épouse Rougerie (Henri) domiciliée à Papeete, titulaire du Certificat d'études primaires et du Diplôme de sténodactylographe est nommée agent auxiliaire de 4^e catégorie du Service local et percevra les appointements annuels prévus au 21^e degré de cette catégorie.

Madame Rougier (Emilienne) épouse Rougerie (Henri) est affectée au Service de l'Inscription Maritime où elle exercera notamment les fonctions de sténodactylographe comptable.

La présente décision prendra effet à compter du 1^{er} octobre 1939.

2. — *Par arrêté n° 966 du 4 octobre 1939.* — M. Doucet (André), secrétaire administratif de l'Office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation des Etablissements français de l'Océanie, est licencié de son emploi, par mesure disciplinaire, à compter du 30 septembre 1939.

* * *

AFFAIRES POLITIQUES ET ECONOMIQUES.

1. — *Par décision n° 940 du 28 septembre 1939.* — M. Iorss (Martial) agent auxiliaire du Service local est mis à la disposition du Chef du Service des Affaires Politiques et Economiques pour compter du 2 octobre 1939.

* * *

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 970 du 7 octobre 1939.* — Un congé de maternité de deux mois avec solde entière est accordé, pour compter du 2 octobre 1939, à Madame Lucas, institutrice suppléante.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée, au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin et d'une copie de l'acte de naissance.

* * *

TRAVAUX PUBLICS.

1. — *Par décision n° 959 du 3 octobre 1939.* — Est acceptée, à compter du 1^{er} septembre 1939 la démission de son emploi de cantonnier offerte par Monsieur Teuira (Gabriel).

AVIS OFFICIELS

AVIS

Un concours pour 24 emplois de Commis des Services Civils et pour 35 adjoints a été prévu pour les 21, 22 et 23 novembre 1939, dans les conditions fixées par le décret du 7 mai 1938 et les arrêtés du 21 mai 1938.

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

AVIS

Les opérations de bornage des terres ci-après énumérées ayant eu lieu hors la présence des intéressés, les plans en resteront déposés à la chefferie du district d'Afareaitu (Mooréa) pendant une durée de six mois à compter du 15 septembre 1939.

Pendant ce délai les propriétaires défaillants pourront en prendre communication et former opposition, s'il y a lieu, au résultat des opérations (Art. 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 9 août 1927).

Numéro d'ordre	Numéro du plan	Nom de la terre	Nom du propriétaire	Observations
1	278	Taputaaviri	Domaine	
2	330	Vaipahi	— do —	
3	347	Tefauparahi	— do —	
4	437	Matau	— do —	
5	527	Teanaaaoa	— do —	
6	529	Motuuriri	— do —	
7	535	Teonelere	— do —	
8	538	Tenitaviri	— do —	
9	539	Tevaiaaraca	— do —	

Papeete, le 14 septembre 1939.

*Le Chef du Service de l'Enregistrement
et du Cadastre,*

A. FAUGERAT.

AVIS

AUX CRÉANCIERS DE LA COLONIE

Les créanciers de la colonie, domiciliés dans les Etablissements français de l'Océanie, sont informés que, par application du décret du 9 décembre 1935 seront prescrites et définitivement éteintes, au profit du Service Local, sans préjudice des déchéances spéciales prononcées par les lois et règlements ou consenties par des marchés ou conventions, toutes les créances antérieures au 1^{er} janvier 1936 qui n'auraient pas été acquittées avant le 1^{er} janvier 1940.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 20 octobre 1939, sur une demande formulée par M. Jean Simon, demeurant à Uturoa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène d'une puissance d'un cheval et demi destiné à l'éclairage de son habitation.

L'enquête dont il s'agit sera close le 3 novembre 1939, à 17 heures.

M. Schenck, gendarme à la résidence d'Uturoa, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire-enquêteur.

Papeete, le 9 octobre 1939.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

PARTIE NON OFFICIELLE**MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE****Mois de Septembre 1939.****ENTRÉES**

- 1^{er}. Cotre français *Mahina Teata*, de 16 tonneaux.
- 1^{er}. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
2. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
2. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
2. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
3. Yacht américain *Myrtle's*, de 10 tonneaux.
3. Navire français à moteur *Aito*, de 53 tonneaux.
5. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
5. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
8. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
8. Aviso français *Dumont d'Urville*, de 2.000 tonneaux.
8. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
10. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
10. Yacht britannique *Satanella*, de 45 tonneaux.
10. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
10. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti* de 50 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
13. Cotre français *Tairapa*, de 16 tonneaux.
14. Vapeur français *Commissaire-Ramel*, de 10.061 tonneaux.
16. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
16. Motor-ship britannique *Hauraki*, de 7.113 tonneaux.
16. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
17. Motor-ship britannique *Tolten*, de 5.348 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
18. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
21. Cotre français à voiles, *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
22. Aviso français *Dumont d'Urville*, de 2.000 tonneaux.
23. Motor-ship français *Hiro* de 183 tonneaux.
23. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
24. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
24. Cotre français *Mahina Teata*, de 16 tonneaux.

24. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
24. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
25. Navire à moteur *Aito*, de 53 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
27. Cotre français à voiles *Maria no te hau*, de 10 tonneaux.
28. Cotre français *Tamaru Maareva*, de 22 tonneaux.
29. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
30. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
30. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
30. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
30. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
30. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.

SORTIES

- 1^{er}. Cotre français à voiles *Maria no te hau*, de 10 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
4. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
6. Aviso français *Dumont d'Urville*, de 2.000 tonneaux.
6. Cotre français à voiles *Tevaiora*, de 11 tonneaux.
6. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
6. Cotre français *Mahina Teata*, de 16 tonneaux.
6. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
7. Cotre français *Tamaru Maareva*, de 22 tonneaux.
7. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
8. Thonnier britannique *Reine d'Arvor*, de 25 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
9. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Manureva*, de 79 tonneaux.
11. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 42 ton.
11. Navire français à moteur *Aito*, de 53 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
12. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonneaux.
13. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
15. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
15. Vapeur français *Commissaire Ramel* de 10.061 tonneaux.
16. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Vaite*, de 107 tonneaux.
17. Motor-ship britannique *Hauraki*, de 7.113 tonneaux.
18. Aviso français *Dumont d'Urville*, de 2.000 tonneaux.
18. Yacht français à voiles *Alain Gerbault*, de 9 tonneaux.
18. Motor-ship britannique *Tolten*, de 5.348 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
19. Cotre français *Tairapa*, de 16 tonneaux.
19. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
19. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
22. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
24. Goélette française à moteur *Tamara* de 94 tonneaux.
26. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
26. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
26. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
26. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
27. Navire à moteur *Aito*, de 53 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonneaux.
28. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
28. Cotre français à voiles *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
28. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
29. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
29. Cotre français *Mahina Teata* de 16 tonneaux.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Georges DOUDOUTE et Robert CHARON

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Papeete, du 20 juillet 1939, il a été formé entre M. Georges DOUDOUTE, constructeur de navires, propriétaire demeurant à Papeete et M. Robert CHARON, Représentant demeurant au même lieu :

Une Société à Responsabilité Limitée ayant pour objet l'acquisition, la vente de tous immeubles, la prise et la dation en location de tous immeubles, l'édification de constructions sur les immeubles de la Société, et, en général, toutes opérations sur tous terrains et constructions, la participation de la Société dans toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apports, commandites, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance, association en participation ou autrement.

La dénomination de la Société est "**SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE GEORGES DOUDOUTE ET ROBERT CHARON**".

Le siège social est à Papeete.

La durée de la Société est fixée à VINGT-CINQ années à compter du premier août mil neuf cent trente-neuf.

Le capital social est de : **Trente mille francs** constitué par l'apport en numéraire de pareille somme.

Il se divise en trente parts de mille francs chacune attribuées comme suit : **Quinze parts** à M. Georges DOUDOUTE ; **Quinze parts** à M. Robert CHARON.

La Société est administrée par les deux associés qui en sont gérants, la signature sociale sera conjointe.

Un des originaux de l'acte de Société a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 6 octobre 1939.

Pour extrait :

GEORGES DOUDOUTE - ROBERT CHARON.

Etude de M^e DUBOUCH, Notaire à Papeete.

A VENDRE PAR ADJUDICATION

Le samedi 23 octobre 1939 à 9 heures 30 du matin.

En l'étude de M^e DUBOUCH,

au plus offrant et dernier enchérisseur, l'immeuble ci-après désigné, situé à la limite des districts de Punaauia et Paea appartenant à M. Cassiau :

1^o Une parcelle de terre faisant partie de l'ancien Domaine de PAPEHUE, sise à la limite des districts de Punaauia et Paea, comprise entre la route et la mer, mesurant cent quinze mètres sur la route de ceinture, cent trente deux mètres cinquante sur la plage et cent vingt mètres environ sur chacun des deux autres côtés.

2^o Les constructions édifiées sur ladite parcelle, consistant en une maison d'habitation avec ses dépendances.

Mise à prix : Cent cinquante mille francs... 150.000 »

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente a été dressé par M^e Dubouch, notaire à Papeete.

G. DUBOUCH.

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE

Sur saisie immobilière

Au plus offrant et dernier enchérisseur en l'audience des saisies immobilières du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, séant au Palais de Justice à Papeete, en **TROIS LOTS** des immeubles ci-après désignés :

L'ADJUDICATION AURA LIEU

Le Vendredi 3 novembre 1939, à 8 heures 30.

PREMIER LOT

La terre "AHOTOTUANA 4" d'une superficie de soixante dix ares, trente un centiares, est située au 22^e km. 700 à 400 mètres de la route de ceinture, vers l'intérieur.

Elle est bornée au Nord par la propriété Passard sur une distance de 71 m. 50 en ligne brisée, au Sud par la propriété Brillant sur 86 m. 20, à l'Est par la terre Ahototuana 5 sur une longueur de 86 m. 20 et à l'Ouest par la terre Ahototuana 3 sur une longueur de 94 m. 50.

On trouve sur cette terre, outre quelques manguiers, une centaine de cocotiers zingués d'une dizaine d'années rapportant annuellement près d'une tonne de coprah et une quarantaine de cocotiers de cinq ans.

Un chemin de servitude la dessert.

DEUXIÈME LOT

La terre "ATITAO" sise au 22^e km. 800 est traversée par la route de ceinture sur une longueur de seize mètres.

Elle est bornée au Nord par la terre Fareituitui sur 128 m. 20 en ligne brisée, au Sud par la terre Ahototuana sur 131 m. 15, à l'Est par la terre Aranua sur 12 m. 80 et à l'Ouest par la mer sur 14 m. 20.

On trouve sur la partie comprise entre la route de ceinture et la mer une vingtaine de cocotiers, quelques manguiers et avocats et, sur la portion comprise entre la route et l'intérieur une petite plantation de café et une dizaine de maiore en rapport.

Sur cette terre sont édifiés : 1^o un bâtiment à usage d'habitation construit en bois bouveté, couvert en tôles ondulées de dix mètres sur neuf mètres, composé d'une véranda avant de deux mètres de large et de cinq pièces avec véranda arrière. - 2^o un petit bâtiment servant de salle à manger construit en bois brut et couvert en feuilles de cocotiers.

TROISIÈME LOT

a) La terre "FAAAHU" est située dans la vallée de Tefaaiti au 27^e km. 700 à plus de deux kilomètres de la route de ceinture. Elle a une superficie de huit hectares quarante quatre ares quatre vingt trois centiares et est limitée : au Nord par Taiori où elle mesure mille trois cent trente cinq mètres, au Sud par Tanetia où elle mesure mille trois cent vingt mètres, à l'Est par Noho où elle mesure soixante six mètres et à l'Ouest par Poroi où elle mesure soixante six mètres.

Ces indications résultent d'un plan dressé par M. Bière, arpenteur, le 11 novembre 1867, enregistré le 28 avril 1876.

Cette terre est plantée en grande partie de caféiers d'un rapport annuel de cinq cents kilos de café sec et est desservie par un chemin muletier.

b) La terre "TEURAAOIO" est située dans la même vallée de Tefaaiti, à environ trois kilomètres de la mer ; cette terre d'une superficie de trente hectares dix sept ares dix centiares,

d'après un plan dressé par M. Bière arpenteur le 11 novembre 1867 enregistré le 27 avril 1876, est limitée: au Nord par Puhia où elle mesure 850 mètres, au Sud par Noho où elle mesure 845 mètres, à l'Est par Noho où elle mesure 350 mètres et à l'Ouest par une terre dont le nom est inconnu où elle mesure 358 mètres.

Bonne terre propice à toute culture en général; on y trouve quelques touffes de fei. On y accède par un sentier.

c) La terre "HURUAMOHI" également située dans ladite vallée de Tefaaiti, d'une superficie de soixante ares soixante trois centiares est limitée: au Nord par Hoturua où elle mesure 56 m. 50, au Sud par Faaiti où elle mesure 58 mètres, à l'Est par Tiania où elle mesure 100 mètres et à l'Ouest par Peuitua où elle mesure 115 m. 50.

Ces indications résultent d'un plan dressé par M. Bière arpenteur, le 11 novembre 1867, enregistré le 27 avril 1876.

Ces immeubles ont été saisis à la requête de la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel, liquidatrice de la Caisse Agricole de Papeete et ayant pour directeur M. H. Villierme, demeurant à Papeete.

Sur: 1^o) M^{me} Odette Faana, épouse Omera a Tetahaimani, propriétaire, demeurant à l'île Niau (archipel des Tuamotu);

2^o) M. Omera a Tetahaimani, sus-nommé, pris pour la validité de la procédure à l'égard de son épouse;

3^o) M. William Narii Faana, propriétaire, demeurant au district de Paia, pris en sa qualité de tuteur naturel et légal des mineurs William Norbert, Narii et Clémentine Piirai Faana, issus de son union avec la dame Rebecca Bourne.

Tous les sus-nommés pris en leur qualité d'héritiers de M. Iotefa Bourne, par représentation de leur mère, Dame Rebecca Bourne.

Selon exploit de M^e Assaud, huissier exerçant près les Tribunaux de Papeete, du 5 juillet 1939, enregistré et transcrit après dénonciation aux parties saisies, au Bureau des Hypothèques de Papeete, Vol. 11 no 82.

Mises à prix:

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, déposé au Greffe des Tribunaux conformément à la loi, les enchères seront reçues sur les mises à prix suivantes fixées par la créancière poursuivante:

Premier lot: Terre "Abototuana 4"
Trois mille francs, ci 3.000 »

Deuxième lot: Terre "Atitao" et constructions y édifiées,
Six mille cinq cents francs, ci... 6.500 »

Troisième lot: Terres "Faaabu", Teuraaoio" et "Hurumobi",
Quatre mille francs, ci 4.000 »

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'art. 696 du Code de Procédure Civile que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription pour raison d'hypothèque légale sur les immeubles saisis devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé à Papeete par le défenseur poursuivant sous-signé le cinq octobre 1939.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

Étude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE

Sur saisie immobilière.

Au plus offrant et dernier enchérisseur en l'audience des saisies immobilières du Tribunal Civil de Première Instance de

Papeete séant au Palais de Justice à Papeete EN UN LOT de l'immeuble ci-après désigné:

L'ADJUDICATION AURA LIEU.

Le Vendredi 1^{er} décembre 1939, à 8 heures trente.

Une parcelle de la terre "FAREMATI", sise à l'île Huahine (district de Fare) bornée du côté de la mer par la mer sur une longueur de trente cinq mètres, du côté opposé par la route sur une longueur de trente cinq mètres, des deux autres côtés par le surplus de la terre Faremati sur vingt-cinq mètres.

On trouve sur cette terre un bâtiment en bois couvert en tôle à usage de magasin; à celui-ci est attenant un autre bâtiment de même nature couvert de même façon et abritant un four à pain; dans la partie de la terre contigue à la route se trouve un petit bâtiment en bois couvert en tôles à usage de hangar à coprah.

On y trouve également un maiore en rapport et quatre badamiers.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. Mony, demeurant à Papeete, agissant en sa qualité de Syndic de la faillite Kong Ah.

Sur M. Hiou Siou Chong dit Kong Hing n^o 1062 autrefois domicilié à Huahine mais actuellement sans domicile ni résidence connus.

Selon exploit de M^e Ohlen, huissier auxiliaire de la circonscription de Huahine du 24 mai 1939, enregistré et transcrit après dénonciation à la partie saisie au Bureau des Hypothèques de Papeete vol. 11, n^o 84.

Mise à prix:

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges déposé au Greffe des Tribunaux conformément à la loi, les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante fixée par le créancier poursuivant:

Lot unique.— Quinze mille francs, ci: 15.000 »

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription pour raison d'hypothèque légale sur l'immeuble saisi devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé à Papeete par le défenseur poursuivant sous-signé, le 5 octobre 1939.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

Étude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE

Sur saisie immobilière.

Au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, séant au Palais de Justice à Papeete, et en UN LOT, de l'immeuble ci-après désigné:

L'ADJUDICATION AURA LIEU

Le Vendredi 1^{er} décembre 1939 à huit heures trente.

La terre "MAPETUAOA" sise au district de Tevaitoa île Raiatea, est bornée au nord par la crête de la montagne sur deux

cent cinquante cinq mètres 50 centimètres, à l'est par la terre "Tepuhapa-o-Faita" sur deux cent soixante mètres, au sud par le Domaine Bernardeau (rivière) sur trois cent vingt sept mètres et à l'ouest par les terres "Vaiahere", "Vaioto", "Vaihinano" sur cent quarante quatre mètres et soixante neuf mètres.

Cette terre a une superficie de six hectares soixante onze ares, trente six centiares dont cinq hectares quarante sept ares cinquante deux centiares en terrain cultivable.

On y trouve environ trois cents cocotiers dont quatre vingts environ sont en rapport, les autres âgés de 5 à 9 ans, une petite plantation de café, une petite vanillière ancienne, une jeune vanillière, des arbres à pains, 2 orangers, 1 citronnier.

Sur cette terre existe une case en bambou couverte en feuilles de cocotiers servant d'abri au gardien; ce dernier ayant commencé à marier les fleurs de vanille réclame son droit de privilège, c'est-à-dire que la moitié de la prochaine récolte de vanille lui soit acquise.

Il est précisé ici qu'aux termes de la concession formant le titre de propriété de M. Armand Hervé, l'administration s'est réservée une bande de terrain de quatre mètres de largeur sur toute la longueur de la limite sud de ladite terre soit en bordure du ruisseau qui constitue cette limite.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. Mony, demeurant à Papeete, agissant en sa qualité de Syndic de la faillite Kong Ah.

Sur : 1° M. J.A. Cros, propriétaire, demeurant à Tahaa, pris en sa qualité de mandataire de la Succession Armand Hervé; 2° M. Faugerat, Receveur de l'Enregistrement et des Domaines, pris en sa qualité de Curateur aux Successions et Biens Vacants.

Selon exploit de M^e de Balmann, huissier auxiliaire de la circonscription des Iles-Sous-le-Vent du 14 mai 1939, enregistré et transcrit après dénonciation aux parties saisies au Bureau des Hypothèques de Papeete, vol. 11, n° 80.

Mise à prix :

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges déposé au Greffe des Tribunaux, conformément à la loi, les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante fixée par le créancier poursuivant.

Lot unique. — Cinq mille francs, ci... 5.000 »

Il est déclaré conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription pour raison d'hypothèque légale sur l'immeuble saisi, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

Fait et rédigé à Papeete par le défenseur poursuivant sousigné, le 5 octobre 1939.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

SYNDICAT DES EXPORTATEURS DE COPRAH DE L'Océanie Française

STATUTS

TITRE I^{er}

Constitution du syndicat.

Article 1^{er}. — Entre les soussignés il est formé un Syndicat professionnel qui sera régi par les lois sur les Syndicats professionnels en vigueur dans la Colonie et par les dispositions ci-après :

Article 2. — L'Association prend le titre de « **Syndicat des Exportateurs de coprah de l'Océanie française** ».....

TITRE II

Composition du Syndicat.

Article 3. — Font partie du Syndicat les Exportateurs Français ou ressortissants des Nations Alliées dont les noms suivent :..... exerçant la profession d'Exportateur de coprah à la date du 2 septembre 1939.

TITRE III

But du Syndicat.

Article 5. — Le Syndicat a pour objet en général l'étude et la défense des intérêts professionnels de ses adhérents.

TITRE IV

Administration.

Article 6. — Le Syndicat est administré par deux délégués ayant le titre de Président Trésorier et Vice-Président Secrétaire.

Papeete, le 7 septembre 1939.

Le Bureau :

Le Président Trésorier,
HENRI GRAND.

Le Vice-Président Secrétaire,
ANDRÉ CONSTANT.

COMPAGNIE THÉOSOPHIQUE DE TAHITI

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 14 septembre 1939, il a été créé sous la dénomination de "**Compagnie Théosophique de Tahiti**" une société civile ayant pour but de propager dans la Colonie l'étude et l'application des Enseignements Théosophiques.

La durée de cette société est de 37 années. Son siège est à Papeete.

La société est administrée par un Bureau, composé d'un Président, un Vice-Président, un Secrétaire et un Trésorier, élu pour un an. le 8 mai de chaque année.

La Présidente,

C^{ress} EPHY LOVATELLI.

SOCIÉTÉ WING MAN LUNG

Aux termes d'un acte passé devant M^e G. DUBOUCH, notaire à Papeete, le dix huit septembre 1939, enregistré le lendemain, MM. WONG KOON SANG, n° 5981-TSEANG KOUEI, n° 1430-FONG WAH, n° 1323-TCHIANG SANG, n° 1467-FONG LOI, n° 2102-FONG SANG, n° 1248-et les héritiers et légataires de M. LIOU SANG KEE, n° 1465, demeurant à Papeete, ont formé une société en nom collectif ayant pour objet l'achat, la vente et l'échange de tous immeubles et droits immobiliers-l'achat et la vente de tous produits d'importation et d'exportation-l'achat et la vente de toutes boissons hygiéniques et alcooliques et autres, et l'exploitation d'un restaurant-en un mot toutes les opérations commerciales autorisées aux porteurs d'une patente de première classe.

Cette société a une durée de 20 années à compter du 15 septembre 1939.

Son siège social est à Papeete, rue des Beaux-Arts et rue du Maréchal Foch.

Sa dénomination est "SOCIÉTÉ WING MANG LUNG". La raison et la signature sociale sont "WONG KOON SANG & Cie".

La société est gérée et administrée par M. Wong Koon Sang, n° 5981, qui seul a la signature sociale.

Les associés ont apporté à la société :

MM. Wong Koon Sang,	40.000 fr.
Tseang Kouei,	12.000
Fong Wah.	6.000
Tchiang Sang.	8.000
Fong Loi,	8.000
Fong Sang	6.000
Les héritiers Liou Sang Kee,	40.000

Soit au total 120 000 fr.

Le décès de l'un ou plusieurs associés pendant le cours de la société n'entraînera pas sa dissolution. Elle continuera d'exister entre les associés survivants comme associés en nom collectif, et les héritiers de l'associé décédé comme simples commanditaires.

En cas de perte des trois quarts du capital social chacun des associés pourra demander la dissolution de la société.

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, la liquidation en sera faite soit par les associés ou survivants d'eux, soit par celui ou ceux d'entre eux choisis amiablement par les autres.

Une expédition des statuts a été déposée au Greffe des Tribunaux de Papeete, conformément à la loi.

Pour extrait conforme :

WONG KOON SANG, n° 5981

Administrateur-Gérant.

ANNONCES DIVERSES

Concours financier, technique et commercial à Entreprises minières intéressantes. Société de Gérance Immobilière et Agricole. 155 Boulevard Haussmann, Paris.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

TAHITI ET SES ARCHIPELS

PRIX BROCHÉ : 12 francs.

"OCEANIA"

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.

PROCÈS-VERBAUX

des Délégations Economiques et Financières.

SESSIONS ORDINAIRES 1933, 1934, 1935, 1936, 1937 ET 1938.

PRIX BROCHÉS : ANNÉE 1933 : 20 francs.

— — ANNÉE 1934 : 25 francs.

— — ANNÉE 1935 : 20 francs.

— — ANNÉE 1936 : 30 francs.

— — ANNÉE 1937 : 25 francs.

— — ANNÉE 1938 : 30 francs.

BERGER

MIDI... 7 HEURES... L'HEURE DU BERGER